



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-neuvième session
Rome, 3-4 mai 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA SMALL INDUSTRIES BANK OF INDIA (SIDBI)

AVEC LA GARANTIE DE

LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

POUR

LE PROGRAMME D'APPUI À L'INITIATIVE NATIONALE DE MICROFINANCEMENT

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde	3
D. Raison d'être du programme	4
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et portée du programme	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du programme	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	8
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique et impact du programme	10
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	11
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	13

APPENDICES

I.	COUNTRY DATA - INDIA	1
	(DONNÉES SUR LE PAYS - INDE)	
II.	PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA	2
	(PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'INDE)	
III.	SUMMARY OF DESCRIPTION OF THE PROGRAMME	3
	(DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME)	
IV.	LOGICAL FRAMEWORK	6
	(CADRE LOGIQUE)	
V.	QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS	9
	(APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROGRAMME)	
VI.	COSTS AND FINANCING	10
	(COÛTS ET FINANCEMENT)	
VII.	FLEXIBLE LENDING MECHANISM AND CONDITIONS FOR SUBSEQUENT LENDING	12
	(MÉCANISME FLEXIBLE DE FINANCEMENT ET CONDITIONS D'OBTENTION DE PRÊTS ULTÉRIEURS)	
VIII.	ORGANIZATION AND MANAGEMENT	13
	(ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME)	
IX.	ECONOMIC AND FINANCIAL BENEFITS	15
	(AVANTAGES. ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)	

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie indienne (INR)
1,00 USD	=	43,5 INR
1,00 INR	=	0,02 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

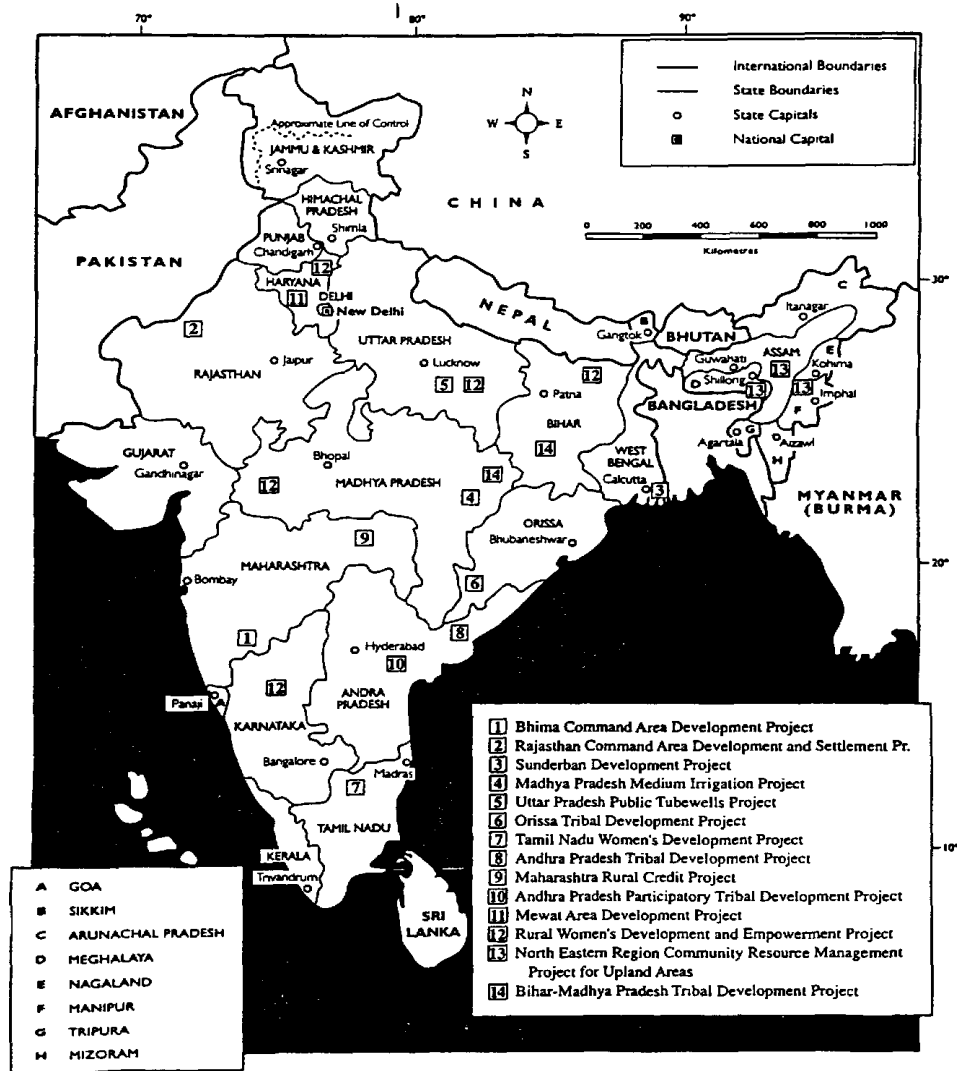
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
FMCS	Fondation pour le microcrédit de la SIDBI
GAA	Groupe d'auto-assistance
GTZ	Institut allemand de la coopération technique
KfW	Office allemand de la coopération technique
IFO	Institutions financières officielles
IMF	Institutions de microfinancement
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development (Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural)
SIDBI	Small Industries Development Bank of India (Banque de développement des petites industries de l'Inde)

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars

CARTE DE LA ZONE DES PROJETS DU FIDA EN INDE



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE
PROGRAMME D'APPUI À L'INITIATIVE NATIONALE DE MICROFINANCEMENT
RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Banque de développement des petites industries de l'Inde (SIDBI)
GARANT:	République de l'Inde
ORGANISME D'EXÉCUTION:	La SIDBI et la Fondation pour le microcrédit de la SIDBI
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	134,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	16,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR(S):	La SIDBI et le Département pour le développement international (DFID) (Royaume-Uni)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	SIDBI: 88,5 millions de USD DFID: 23,5 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	SIDBI: fonds propres et prêts DFID: Don
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

Groupe cible et situation de la pauvreté. Au cours des trois dernières décennies, le Gouvernement indien a déployé des efforts concertés pour fournir des services financiers aux pauvres par le biais d'institutions financières officielles (IFO). Les interventions les plus importantes ont consisté i) à nationaliser toutes les grandes banques commerciales en 1969, ce qui a entraîné l'expansion des services bancaires dans les zones rurales, et ii) à lancer, à partir du début des années 80, plusieurs programmes de réduction de la pauvreté axés sur le crédit et financés par des subventions. Malgré ces efforts, le microfinancement n'a pas encore atteint une échelle significative en Inde. Par conséquent, les services de microfinancement actuels sont loin de répondre à la forte demande, émanant en particulier des plus pauvres et des plus vulnérables. Par exemple, la consommation annuelle de crédit de toutes les familles pauvres, qui se monte à 450 milliards d'INR (10,5 milliards de USD), n'est couverte qu'à environ un quart par des sources du secteur formel. L'accès à des services adéquats d'épargne est encore plus restreint. Le programme propose une double stratégie pour combler cette lacune: premièrement, il renforcera les institutions de microfinancement (IMF) et instaurera des relations entre elles et les IFO, et, deuxièmement, il développera les programmes de microfinancement des IFO.

Le programme vise toutes les catégories pauvres de la population vivant en zone urbaine ou rurale, qui ont besoin de services de microfinancement. Les ressources du FIDA ne seront cependant affectées qu'aux zones rurales et semi-rurales. Comme la pauvreté est un phénomène dynamique, le programme s'adressera aussi en partie aux ménages qui se situent quelquefois juste au-dessus du seuil de pauvreté, mais qui sont très vulnérables et risquent de retomber dans la pauvreté. Cependant, les responsables du programme veilleront particulièrement à ce que les pauvres soient au centre du programme. Pour s'assurer que le programme ne profite pas indûment à des personnes qui ne peuvent pas vraiment être considérées comme pauvres, on recourra à des procédures d'auto-sélection, au plafonnement des prêts à la responsabilité collective du groupe, à la tenue de réunions régulières, ainsi qu'à d'autres dispositifs, en s'appuyant sur l'expérience acquise avec les projets de microfinancement aidés par le FIDA.

Activités du programme destinées à aider les pauvres. Le programme s'articule autour de deux thèmes principaux: i) le renforcement de la capacité institutionnelle des différents acteurs du secteur de la microfinance de manière à ce qu'elle corresponde mieux aux besoins et ii) la fourniture à l'emprunteur de ressources suffisantes pour qu'il puisse les rétrocéder aux IMF et aux IFO. Dans ce cadre, le programme contribuera au renforcement de la FMCS (Fondation pour le microcrédit de la "Small Industries Development Bank of India" (SIDBI)) et des IMF, en couvrant l'assistance technique, la formation, les frais de fonctionnement et l'accompagnement, afin d'accroître la capacité du secteur de la microfinance à servir les pauvres. Il participera également à la constitution du capital social de certaines IMF sélectionnées et offrira une ligne de crédit à la FMCS pour rétrocession aux IMF et aux IFO, afin que les ménages pauvres puissent bénéficier de crédits. Afin d'avoir un impact sur la politique et le dispositif réglementaire, le programme encouragera aussi la création d'un groupe de discussion de haut niveau qui se réunira chaque année pour débattre de questions décisives touchant à la microfinance, examiner les dernières innovations et appuyer des études sur les politiques, la recherche action et des essais pilotes de nouveaux produits et services utiles aux pauvres.

Bénéficiaires et participation. Le programme devrait aider environ 1,26 million de personnes, dont 70% de femmes et 80% de pauvres. Plus de 540 000 ménages devraient pouvoir emprunter grâce à ce programme. De plus, les membres des groupes d'auto-assistance (GAA) recycleront l'épargne au sein de leur groupe sous forme de prêts. Durant le déroulement du programme, les bénéficiaires pourront emprunter en moyenne un montant de 14 500 INR, qui devrait permettre à la majorité d'entre eux de sortir de la pauvreté. À son terme, le programme aura une clientèle active composée de 50 grandes



IMF, 40 IMF moyennes et 10 IFO. Les résultats financiers des IMF devraient s'améliorer, si bien que le taux de rendement du capital social atteindrait quelque 23% au bout de dix ans. Les projections concernant la FMCS établissent le rendement du capital social à 2,6% lors de la deuxième année et à 18% lors de la septième année.

À l'échelon national de la gestion du programme, l'organe directeur actuel du FMCS comprend des représentants d'IMF appartenant au secteur privé, ce qui leur permet de participer à la conduite du programme. L'engagement de la FMCS dans le programme devrait être très important puisqu'elle assumera presque les deux tiers du coût total du programme. Au niveau de la population, la participation est indissociable du mécanisme microfinancement, puisque ce dernier est tributaire de la demande. En outre, on s'inspirera des modèles de gestion par petits groupes, fondés sur l'auto-assistance et la solidarité pour faire en sorte que les bénéficiaires participent à toutes les décisions.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA SMALL INDUSTRIES DEVELOPMENT BANK
AVEC LA GARANTIE DE
LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE
POUR LE
PROGRAMME D'APPUI À L'INITIATIVE NATIONALE DE MICROFINANCEMENT

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la Small Industries Bank of India (SIDBI) d'un montant de 16,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement. Le prêt, garanti par la République de l'Inde, aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'Inde est le septième pays du monde par sa superficie et le deuxième par sa population. Quelque 73% de sa population habitent les zones rurales et tirent une maigre subsistance, essentiellement de l'agriculture. Si des progrès appréciables ont été réalisés au cours de ces dernières décennies en ce qui concerne l'accroissement du revenu national, leur effet a été neutralisé par l'augmentation de la population, de sorte qu'une grande partie de la population demeure analphabète, sans instruction, sous-alimentée et privée d'un accès adéquat aux moyens de production et à l'emploi.

2. L'agriculture reste l'activité économique de base et représente le principal moyen de subsistance des pauvres, puisqu'elle nourrit plus de 75% de la population active des zones rurales. Dans le passé, la croissance du secteur agricole, chiffrée à 3,4% est restée inférieure à la moyenne. Elle dépasse toutefois le taux de croissance de la population, ce qui a permis à l'Inde d'accumuler des réserves alimentaires substantielles. Néanmoins l'inégale répartition des revenus continue de limiter l'accès des groupes les plus désavantagés à un approvisionnement alimentaire adéquat.

3. La proportion de pauvres a reculé en Inde au cours des deux dernières décennies, mais très lentement. Environ 40% de la population vit actuellement au-dessous du seuil de pauvreté officiel. Les groupes sociaux où la proportion de pauvres est la plus forte sont les tribus répertoriées (54%) et les castes répertoriées (50%). Plus de 42% de la population rurale pauvre se concentre dans trois États de l'est du pays: le Bengale occidental, le Bihar et l'Orissa. Les femmes constituent l'un des groupes les plus défavorisés; la pauvreté touche de façon disproportionnée les ménages dirigés par des

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

femmes. D'autre part, les institutions étant très lentes à reconnaître leur statut de chef de famille, elles ne bénéficient pas des services offerts par les structures chargées de dispenser des crédits, des conseils techniques, etc.

4. Le Gouvernement indien a nationalisé, en 1969, toutes les grandes banques commerciales, ce qui a entraîné un développement très rapide du réseau des succursales rurales. Il s'est efforcé, ensuite, d'améliorer les services financiers dispensés dans les zones rurales, en donnant la priorité à l'ouverture de succursales rurales, en fixant des objectifs de prêts pour les avances destinées aux secteurs prioritaires et en créant des banques rurales régionales. La deuxième série d'initiatives en faveur du microfinancement comportait principalement la promotion des groupes d'auto-assistance (GAA).

5. Les institutions et les programmes de microfinancement ne touchent encore qu'un nombre assez limité de personnes. Dans l'ensemble, les coûts de transaction pour le petit client et l'institution demeurent élevés. Les femmes en général et les femmes pauvres en particulier ont encore moins accès aux services financiers, surtout à cause de leur faible mobilité et de leur manque de biens propres. L'étude globale conduite en 1992 sur la dette et l'investissement en Inde a montré que la part des organismes non institutionnels dans l'encours des dettes en espèces s'élevait à 36%. La part de la dette envers des organismes de crédit non institutionnels est cependant beaucoup plus élevée chez les pauvres: 58%. Par conséquent, les pauvres continuent à être extrêmement dépendants du secteur informel pour se procurer les crédits dont ils ont besoin. Or les prêteurs informels ne répondent généralement pas aux besoins de crédit correspondant à une optique productive à long terme et pratiquent des taux d'intérêt très élevés. En outre, beaucoup de prêteurs sur gage exploitent leurs clients en liant le crédit, la commercialisation de la production et la fourniture des moyens de production.

B. Données d'expérience

6. Le FIDA a financé depuis 1979 quatorze projets en Inde, pour un montant total de quelque 386 millions de USD. Parmi ceux-ci, le Projet de promotion de la femme au Tamil Nadu a appuyé les premières initiatives visant à la formation de GAA et commencé à établir des relations avec le système bancaire. Le Projet de développement tribal de l'Andhra Pradesh a tenté de transposer le concept des GAA dans un environnement culturel plus difficile, avec un succès inégal. Le Projet de crédit rural dans le Maharashtra a obtenu des résultats très encourageants, en combinant les acquis d'autres expériences de mise sur pied de GAA avec le programme de liaison GAA-banques. Ces projets ont démontré que les GAA étaient susceptibles d'accroître les revenus des femmes rurales pauvres, tout en offrant aux banques un portefeuille supplémentaire de prêts rentables, assortis de taux de remboursement élevés.

7. Ces projets ont eu de nombreuses incidences sur les GAA et sur leurs membres. Les femmes ont créé de petites entreprises, en adoptant un comportement d'épargne systématique et en remboursant leurs emprunts. De surcroît, les femmes sont devenues des agents de changement, et ont joué un rôle actif au lieu de se contenter des bénéficiaires passives. Dans l'ensemble, l'expérience du FIDA en matière de projets de microfinancement montre que la viabilité institutionnelle et financière des IMF dépend de leur capacité à fixer le taux d'intérêt qui convient pour couvrir tous leurs frais de fonctionnement, leurs coûts financiers et celui des créances irrécouvrables et assurer une rentabilité raisonnable. En outre, les IMF devront réduire au minimum leurs frais de fonctionnement, réaliser des économies d'échelle, réduire au minimum leurs coûts de fonctionnement en mobilisant davantage l'épargne et faire en sorte d'obtenir des taux de remboursement pratiquement parfaits.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde

8. **Politique de l'Inde en matière de lutte contre la pauvreté.** Au cours des dernières décennies, l'Inde a consacré des sommes substantielles à des programmes de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement a affecté 5,5% des dépenses budgétaires totales de l'administration centrale à des programmes antipauvreté en 1990/91, 8% en 1993/94, niveau auxquelles elles se sont à peu près stabilisées. Une grande partie de la dotation totale est utilisée sous forme de subventions alimentaires (40% des programmes antipauvreté); à l'exception de deux États (Andhra Pradesh et Kerala), les subventions alimentaires n'ont qu'un impact limité sur les pauvres. Les programmes d'emploi rural se sont développés rapidement ces dernières années et sont à égalité avec le programme de subventions alimentaires en ce qui concerne l'attribution des crédits budgétaires de l'administration centrale.

9. La fourniture de services de microfinancement aux pauvres a été lancée au début des années 80, dans le cadre des programmes antipauvreté conduits et financés par les pouvoirs publics. Il s'agissait de programmes de développement rural intégré destinés à inciter les bénéficiaires à s'installer à leur compte, moyennant un crédit bancaire et une subvention unique en capital octroyée par le gouvernement. Le programme visait exclusivement les ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté et en priorité les tribus et castes répertoriées ainsi que les femmes. Le recouvrement des prêts a été médiocre durant ce programme et on a constaté que les subventions étaient détournées au profit de ménages "mieux nantis" et "ayant des relations bien placées". Ce programme, récemment rebaptisé "Swarna Jayanti Rozgar Yojana", présente une nouvelle caractéristique: les prêts sont garantis collectivement par le groupe. L'amélioration de l'efficacité globale du programme reste à établir.

10. **Activités de lutte contre la pauvreté menées par d'autres donateurs importants.** La plupart des organismes donateurs mènent une stratégie de coopération au développement avec l'Inde largement axée sur la lutte contre la pauvreté. Nombre d'entre eux soutiennent activement les micro-entreprises, la microfinance, les soins de santé primaires et l'éducation, ainsi que la gestion des terres non irriguées. Au total, quelque 18% seulement des sommes affectées au développement en Inde proviennent de l'aide publique. Toutefois, privilégiant les investissements à caractère social et les apports innovants, cette dernière agit comme un catalyseur. L'assistance fournie ces dernières années par la Banque mondiale à l'Inde témoigne nettement d'une réorientation vers le secteur social, en particulier l'éducation et la santé. Parmi les principaux organismes bilatéraux, le Fonds pour la coopération économique d'outre-mer (Japon) se concentre essentiellement sur les secteurs de l'énergie et des transports. La coopération allemande au développement abandonne les vastes projets à haute technologie au profit du secteur social et plus précisément de la lutte contre la pauvreté. Le programme d'aide du Département du développement international (DFID) (Royaume-Uni) vise en premier lieu à appuyer les efforts des pouvoirs publics dans le domaine de la pauvreté.

11. S'agissant de la microfinance, la coopération suisse au développement a fourni des ressources à des IMF s'adressant aux particuliers, telles que BASIS, et a créé un fonds de services financiers ruraux avec la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD), destiné à appuyer la mise en place de capacités pour le programme de liaison GAA-banques. Dans le même ordre d'idées, les lignes de crédit offertes par l'Institut allemand du crédit pour la reconstruction (KfW) à la SIDBI étaient destinées à financer des petites et moyennes entreprises. L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) a entamé récemment une première collaboration avec la NABARD, afin de soutenir le programme de liaison GAA-banques en oeuvrant avec certaines banques rurales régionales sélectionnées à l'élaboration de systèmes appropriés pour traiter avec les GAA. Le DFID a appuyé des activités de microfinancement dans le cadre de ses programmes de lutte contre la pauvreté urbaine ainsi que du Projet d'épargne et de crédit pour les entreprises familiales. Le programme fournira également un capital de lancement au Fonds pour les femmes de l'Andhra Pradesh.

12. **Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde.** Cette stratégie est axée sur la recherche de solutions permettant de lever les obstacles auxquels les pauvres doivent faire face, recherche qui devrait mettre à profit et enrichir l'expérience acquise avec d'autres programmes et déboucher sur des approches novatrices qui, si elles s'avèrent fructueuses, pourront servir de modèles. C'est pourquoi les principaux domaines d'intervention du programme ont été maintenus: les initiatives en faveur du microfinancement, l'autonomisation des femmes, le développement des territoires tribaux et des entreprises extra-agricoles. Les principales orientations stratégiques au sein de cette structure générale consistent à i) accroître la participation de la population à la réalisation des initiatives antipauvreté, ii) renforcer les institutions de base, iii) élargir l'accès des pauvres aux ressources, notamment à la terre et aux biens collectifs, iv) améliorer l'accès des pauvres aux services financiers, v) faire en sorte que les entreprises extra-agricoles procurent un revenu viable aux pauvres, et vi) cibler les membres ruraux des tribus et des castes répertoriées ainsi que les femmes, compte tenu du fait que ces groupes sont plus pauvres, plus vulnérables et généralement pénalisés par leur statut social inférieur.

D. Raison d'être du programme

13. La microfinance constitue à la fois un outil efficace pour autonomiser la population et favoriser un progrès social et économique durable et une stratégie de base dans la lutte contre la pauvreté. Elle s'est développée lentement, mais régulièrement au cours des ans. Plusieurs projets précédents du FIDA y ont contribué. Malgré ces efforts, la microfinance n'est pas encore très développée, de sorte que les services de microfinancement sont loin de répondre à la forte demande. Par exemple, la consommation annuelle de crédit de toutes les familles pauvres (en milieu rural et urbain), estimée à plus de 450 milliards d'INR, n'est couverte qu'à environ 20% par des sources formelles. La demande de services d'épargne est encore plus élevée parmi les ménages ruraux que celle de services de crédit. Cette demande appelle une double stratégie: renforcer les IMF et les IFO, et intégrer la microfinance dans le secteur formel, stratégie qui repose sur le fait que plusieurs IMF ont vu le jour récemment et déploient des efforts prometteurs.

14. La SIDBI est l'un des principaux acteurs du développement de la microfinance à vocation commerciale, capable d'offrir une assistance et des conseils de départ aux IMF. Le partenariat avec la SIDBI permettra une plus large implication du programme dans la microfinance et favorisera l'intégration de la microfinance dans le système financier formel, ce qui assurera la viabilité des interventions du programme. Les subventions allouées par le DIFD financeront une tâche essentielle: le renforcement des capacités. Les prêts à long terme consentis par le FIDA permettront d'étayer la capitalisation à long terme de la dette de la FMCS (Fondation pour le microcrédit de la SIDBI), ce qui facilitera la mobilisation de ressources sur le marché financier en vue de leur rétrocession aux IFO.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

15. Le programme s'étendra à tout le pays. La FMCS desservira les IMF implantées dans différentes parties du pays à partir de son siège central basé à Lucknow et de son réseau d'agences régionales et de succursales. Elle fournira son assistance à la demande des IMF. Le programme s'adresse aux pauvres de toutes catégories vivant en milieu urbain ou rural, qui ont besoin de services de microfinancement, qu'il s'agisse d'épargne ou de crédit. Les ressources du FIDA seront cependant réservées exclusivement aux zones rurales et semi-rurales. L'aide accordée par le programme aux IMF sera canalisée vers des emprunteurs pauvres qui, sans cela, auraient difficilement accès au crédit formel.

16. La pauvreté est un phénomène dynamique à double sens: certains pauvres s'arrachent à la pauvreté tandis que des personnes qui subsistent à la limite y retombent. Ces dernières peuvent être considérées comme les pauvres de demain. Elles sont généralement exclues des programmes visant

les pauvres, bien qu'elles puissent être tout aussi vulnérables à d'importantes fluctuations des revenus et des dépenses, de nature à les replonger dans la pauvreté. Le programme inclura ce groupe parmi ses bénéficiaires car, en Inde, le niveau de revenu correspondant au seuil de pauvreté a été fixé à un niveau assez bas. En adoptant un seuil de consommation plus raisonnable, on fera donc entrer beaucoup plus de personnes dans la catégorie des pauvres. Cette définition plus large peut paradoxalement jouer au profit des pauvres, dans la mesure où les institutions financières à clientèle mixte se révèlent généralement plus viables.

17. Toutefois, on s'assurera que le programme est axé sur les pauvres. Des procédures d'auto-sélection faisant appel à des techniques telles que le plafonnement du montant des prêts, la responsabilité collective du groupe, la tenue de réunions régulières, associées à la discipline imposée par la plupart des programmes de microfinancement, ont généralement prouvé leur efficacité pour éviter que le programme ne profite indûment à des personnes qui ne sont pas réellement pauvres. Un suivi étroit du programme sera cependant mis en place pour veiller à ce que les pauvres ne restent pas à l'écart. L'initiative proposée sera ciblée à la fois sur les hommes et sur les femmes.

B. Objectifs et portée du programme

18. Le programme a pour but d'accroître la portée, à la fois horizontale et verticale, des institutions et programmes de microfinancement et de les intégrer au secteur financier en leur donnant accès aux ressources de ce dernier, de façon à permettre aux pauvres de bénéficier plus largement des services microfinanciers. Le programme se propose i) de contribuer au développement d'un secteur de la microfinance plus structuré, plus étendu et plus efficace à l'échelle nationale, qui soit mieux à même de servir les hommes et les femmes pauvres et ii) de concourir à la mise en place d'un environnement propice au développement d'IMF viables.

C. Composantes

19. Le programme adoptera une approche souple et pilotée par la demande, laissant le soin aux IMF et aux IFO de définir leurs priorités et, avec un certain soutien extérieur, d'acquérir les ressources nécessaires à leur mise en oeuvre effective. Dans ce cadre, il i) contribuera au renforcement institutionnel de la FMCS et de ses partenaires (IMF, IFO) en allouant des ressources au renforcement des capacités et à l'accompagnement; ii) financera l'expansion du crédit et iii) appuiera des activités propices à l'instauration d'un environnement favorable au développement d'IMF viables², en faisant appel à des études sur les politiques, à la recherche/action et à la mise en place de réseaux².

Renforcement des capacités dans le secteur de la microfinance

20. Le programme contribuera à renforcer la FMCS, au moyen, en particulier, de la formation de son personnel et de l'amélioration de ses méthodes de gestion. Il fournira des avis spécialisés en matière d'évaluation de l'impact, offrira de nouveaux produits financiers à la FMCS et aux IMF et soutiendra l'informatisation des systèmes de gestion (SGI). Il renseignera également la FMCS sur les meilleures pratiques en matière d'IMF suivies dans d'autres parties du monde. Le renforcement des capacités dans le secteur de la microfinance comporte trois volets: i) l'assistance technique et la formation, ii) le financement des dépenses de fonctionnement et iii) l'accompagnement. Les moyennes et grandes IMF pourront bénéficier de l'assistance technique, de la formation et du financement des dépenses de fonctionnement. L'accompagnement ne concernera que les IMF de taille moyenne.

² Voir appendice III.

21. La composante “renforcement des capacités” répondra aussi au problème posé par leur coefficient d’endettement élevé, un handicap majeur pour les IMF, en participant à la constitution de leur capital social. Le programme aidera également la FMCS à identifier les IFO dont les dirigeants sont prêts à explorer les possibilités de nouveaux services viables offertes par le microfinancement. Ces institutions bénéficieront d’une assistance technique globale destinée à leur permettre de créer ou de développer des programmes de microfinancement. Le programme soutiendra le renforcement des capacités de divers organismes locaux spécialisés, afin de permettre au secteur d’acquérir une capacité de préparation professionnelle à long terme et de le doter d’un système d’évaluation sûr.

Dotation de fonds aux programmes de microfinancement

22. Le programme octroiera des fonds à la FMCS, qui les rétrocèdera aux IMF habilitées à les rétrocéder à leur tour aux GAA et à d’autres institutions partenaires qui traitent avec les particuliers ou à les prêter directement. La FMCS accordera aussi des crédits à des IFO telles que des banques coopératives urbaines, des banques rurales régionales, des établissements financiers non bancaires, des banques commerciales, des coopératives de crédit, etc., afin qu’elles les rétrocèdent aux IMF et aux GAA et à d’autres institutions partenaires ou qu’elles les prêtent directement. L’objectif est que ces IFO couvrent ce segment du marché, qui ne peut l’être directement par la FMCS. En outre, on escompte une demande cumulative progressive (décaissements nets des remboursements) de 4 806 millions de INR (110 millions de USD) sur la période de sept ans durant laquelle se déroulera le programme. Sur ce montant, le programme offrira une ligne de crédit de 4,3 milliards de INR (99 millions de USD) à la FMCS pour rétrocession. On prévoit qu’au terme du programme, quelque 50 grandes IMF et 40 IMF moyennes seront des clientes actives de la FMCS.

Politique, plaidoyer et recherche/action

23. Le programme appuiera la création d’un groupe de discussion de haut niveau qui se réunira chaque année pour débattre de questions importantes touchant la microfinance, examiner les dernières innovations et comparer ce qui a été réalisé en Inde aux pratiques les plus innovantes adoptées ailleurs. Le programme soutiendra également des études sur les politiques, des visites internationales d’information, des travaux de recherche/action et des essais pilotes de nouveaux produits et services élaborés à partir de la recherche-action. La recherche se portera aussi sur des questions intéressantes l’égalité entre les sexes, qui ne sont généralement pas abordées dans les programmes de microfinance. Dans la même optique, on consolidera les réseaux d’IMF, en favorisant l’instauration d’un mécanisme d’autorégulation en l’absence de régulation de la banque centrale visant le secteur des IMF. Le programme aidera aussi à s’assurer le concours d’instituts de recherche socio-économique réputés pour leur grande compétence, qui seront chargés de l’évaluation permanente de l’impact.

Gestion du programme

24. La FMCS sera l’emprunteur et le principal organisme d’exécution du programme. Elle a préparé un plan d’entreprise qui a été examiné au cours de l’évaluation et établira son bilan séparément dans le système de comptabilité générale de la SIDBI, à partir de l’exercice financier 1999-2000. La FMCS dispose de son propre organe consultatif, composé d’experts, de praticiens des IMF et de cadres supérieurs de la SIDBI, qui a pour tâche principale d’émettre des avis sur les questions stratégiques concernant la FMCS. Un large éventail de prestataires de services aideront la FMCS à gérer le programme.

D. Coûts et financement du programme

25. Le coût total du programme, sur sept ans, y compris les provisions pour aléas, est estimé à 6 606 millions d'INR (134,0 millions de USD). Suivant le barème de la Banque mondiale, on estime les provisions pour aléas financiers à 6% par an, aussi bien pour les dépenses locales que pour les dépenses extérieures, lesquelles sont minimales et ne représentent que 1% du coût de base total. Ces estimations s'appuient sur une projection de l'indice G-5 de la valeur unitaire des produits manufacturés. On a converti en USD les dépenses locales exprimées en INR, à parité de pouvoir d'achat constante. Le coût du programme comprend uniquement des dépenses d'investissement puisque les dépenses récurrentes de la FMCS sont financées par la marge d'intérêt sur les crédits. Le crédit pour investissement est calculé comme étant le crédit marginal après le recyclage du remboursement sur prêts. Le coût global du programme est résumé au tableau 1.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en millions de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Renforcement des capacités dans le secteur de la microfinance	20,7	0,7	21,4	3	17
Fonds destinés aux programmes de microfinancement	99,3	-	99,3	-	80
Politique, plaidoyer et recherche-action	2,8	0,3	3,1	8	2
Total des coûts de base	122,8	0,9	123,7	1	100
Provision pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-
Provision pour aléas financiers	10,3	0,0	10,3	-	8
Total des coûts du programme	133,1	1,0	134,0	1	108

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

26. Ce tableau montre que les fonds destinés aux programmes de microfinancement représentent 80% du coût de base. Quelque 17% sont destinés au renforcement des capacités. Le coût de la composante "Politique, plaidoyer et recherche-action" est estimé à 2%. Lorsqu'on examine les dépenses par catégorie, le crédit (80%) est suivi par les dons de fonctionnement (9%), l'assistance technique (5%) et la contribution aux fonds propres (4%). La formation, le conseil et les études représentent chacun environ 2% du coût de base.

27. Le programme sera financé par la SIDBI, le DFID et le FIDA. Le FIDA et la SIDBI cofinanceront les fonds destinés à être rétrocédés, le DFID financera entièrement la composante relative au renforcement des capacités. Le prêt du FIDA proposé, d'un montant de 22,0 millions de USD, couvrira 16,5% du coût total du programme, y compris les provisions pour aléas et 20,4% des crédits additionnels. Le montant restant du crédit (88,5 millions de USD) et une partie du financement des fonds propres seront pris en charge par la SIDBI. Le programme se réservera aussi la possibilité d'affecter en cas de besoin les ressources du FIDA au renforcement des capacités et à la contribution aux fonds propres. Le DFID a déjà accepté de dégager quelque 16,6 millions de GBP (équivalant approximativement à 23,5 millions de USD) sous forme de dons pour financer toutes les activités de renforcement des capacités.

28. En plus des dépenses mentionnées ci-dessus, le programme dégagera un montant d'environ 926 millions d'INR (21,3 millions de USD) – soit quelque 22% des décaissements nets de la FMCS - correspondant à l'épargne réalisée par les clients à la fin de la septième année.

29. Le programme sera soumis au mécanisme flexible de financement, qui permet d'évaluer l'exécution des activités du programme durant les trois premières années et d'en dresser un bilan approfondi, avant d'entrer dans la deuxième phase. Il dispensera une aide au développement par étapes et suivra attentivement l'évolution de la capacité des IMF à se doter d'un statut juridique approprié, à devenir viables sur le plan financier et à progresser vers l'autonomie, avant d'engager des sommes importantes. La poursuite du programme au-delà de la troisième année est subordonnée à des seuils de performance définis pour la SIDBI et la FMCS³.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en millions de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		DfID		SIDBI		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Renforcement des capacités dans le secteur de la microfinance	-	-	-	-	20,3	89,8	2,3	10,2	22,6	16,9	0,7	21,9	-
Fonds destinés aux programmes de microfinancement	22,0	20,3	-	-	-	-	86,2	79,7	108,2	80,7	-	108,2	-
Politique, plaidoyer et recherche-action	-	-	-	-	3,2	100,0	-	-	3,2	2,4	0,3	3,0	-
Décaissement total	22,0	16,4	-	-	23,5	17,6	88,5	66,0	134,0	100,0	1,0	133,1	-

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

30. Le programme aura une durée totale de sept ans. Les dépenses éligibles encourues pour la rétrocession de crédits aux IMF à partir du 1er janvier 2000, jusqu'à concurrence de 2,0 millions de USD, seront remboursables sur le prêt du FIDA, aux termes d'un accord de financement rétroactif.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. **Passation des marchés.** Comme le prêt du FIDA sera utilisé pour octroyer un crédit aux IMF et aux IFO, il ne sera affecté à aucune passation de marché directe de biens ou de services. Les procédures suivies par les IMF, une obligation stricte de remboursement et le propre intérêt de l'emprunteur garantiront la rentabilité et la rationalité des achats. Par sa supervision directe et par le renforcement de la responsabilité financière sur le terrain, la FMCS veillera à ce que les IMF utilisent les fonds rétrocédés aux fins stipulées.

32. La passation des marchés relatifs à l'engagement de consultants nationaux et étrangers s'effectuera conformément aux procédures agréées par le FIDA et le DfID. Au cas où les ressources du FIDA seraient utilisées dans la passation de marchés, les contrats d'un montant estimé supérieur ou égal à 100 000 USD ne seront pas signés sans le consentement préalable du FIDA. Les procédures d'appel à la concurrence locale s'appliqueront à la passation des marchés de biens et de services dont la valeur est supérieure ou égale à 25 000 USD et inférieure à 100 000 USD. Les achats d'une valeur

³ Voir appendice VII.

au moins équivalant à 10 000 USD et inférieure à 25 000 USD feront l'objet d'une procédure de consultation auprès de trois fournisseurs locaux de biens ou de services. Les services et les biens d'une valeur équivalant à moins de 10 000 USD pourront être achetés directement.

33. **Décaissements.** Les fonds provenant du prêt du FIDA seront décaissés sur une période de sept ans à compter de l'entrée en vigueur. À cet égard, un plafond de remboursement de 8,0 millions de USD sera établi durant les trois premières années. Afin de maximiser sa contribution à la viabilité de la FMCS, le FIDA s'efforcera de faciliter au plus vite les tirages sur son prêt, tout en reconnaissant la nécessité d'avancer avec prudence dans le développement du programme. Durant les trois premières années du programme, le remboursement sera limité à 70% du décaissement supplémentaire sur le crédit consenti par la FMCS aux IMF et aux IFO. Ensuite le pourcentage de remboursement se montera à 30% du crédit additionnel. Toutes les demandes de remboursement seront préparées par la SIDBI d'après l'état des dépenses soumis par la FMCS. Les dépenses éligibles seront effectuées à partir d'un compte spécial, ouvert dans une banque choisie par la SIDBI. Le montant autorisé alloué au compte spécial se montera à 2,0 millions de USD au maximum, mais il sera limité à 1 million de USD tant que le volume global des retraits du compte de prêt, ajouté à la somme de tous les engagements spéciaux non encore réglés souscrits par le FIDA n'aura atteint ou dépassé 2,5 millions de USD.

34. **Comptabilité et vérification des comptes.** La SIDBI tiendra une comptabilité complète, conformément aux normes comptables agréées au niveau international. Cette dernière dressera des états financiers deux fois par an, qu'elle soumettra au FIDA pour examen. Les comptes de la FMCS seront vérifiés chaque année par un commissaire aux comptes indépendant nommé par la SIDBI, laquelle incorporera dans son rapport annuel, un compte rendu séparé, établi par le commissaire aux comptes, concernant l'état des dépenses effectuées dans le cadre du programme, la conformité avec l'accord de prêt et un exposé de la situation financière globale de la FMCS.

F. Organisation et gestion

35. À l'échelon national, la FMCS sera chargée de planifier, de coordonner et de suivre les activités du programme. Au départ, l'organigramme de la FMCS comprendra trois divisions: les services financiers, le renforcement de capacités, et les études sur les politiques et la recherche/action⁴. À la sixième année du programme, deux nouvelles divisions "produits" et "gestion des ressources" viendront s'y ajouter. L'effectif de la FMCS; comptant au départ 13 personnes, devrait passer à 44 à la septième année. La majorité du personnel sera affectée initialement au siège central de la SIDBI à Lucknow. Des chargés de relations seront postés dans certains lieux stratégiques, suivant la concentration régionale des opérations. Le nombre d'activités décentralisées et transférées dans des bureaux régionaux augmentera au fil du temps. Les IMF et les IFO desserviront les bénéficiaires au niveau local, grâce à leur réseau de succursales, centres et guichets. La FMCS possède son propre comité de crédit, lequel est habilité à approuver les demandes de crédit ne dépassant pas 100 millions d'INR (2,4 millions de USD). Après avoir reçu les commentaires du DfID et du FIDA, la SIDBI et la FMCS prépareront et approuveront les directives opérationnelles et les directives en matière de crédit. Le premier décaissement sera subordonné à cette étape. La FMCS sera dirigée par un directeur général qui exercera ses fonctions à plein temps.

36. Comme il s'agit d'un programme d'envergure nationale, le suivi sera déterminant pour sa réussite. C'est pourquoi il sera évalué et suivi sur le plan des ressources mobilisées, des résultats obtenus et de son impact. Les IMF et les IFO suivront leurs programmes sur le terrain. Un système de gestion informatisée sera établi pour permettre à la FMCS de suivre et de contrôler la performance de son portefeuille de prêts. La FMCS utilisera les fonds dont elle dispose au titre du renforcement des capacités pour engager des spécialistes capables de l'aider à développer ce système.

⁴ Voir appendice VIII.

37. La FMCS préparera un rapport exhaustif avant le bilan de la première phase ainsi qu'un rapport d'achèvement qu'elle soumettra dans les six mois suivant la fin du programme. On commandera une évaluation de l'impact en continu qui portera i) sur les ménages pauvres en général et sur les femmes en particulier; ii) sur la transformation des institutions et iii) sur les résultats financiers et institutionnels obtenus par les IMF.

38. Ce programme sera supervisé conjointement par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) et le DfID, avec la participation du FIDA sur certains points. Toutes les parties prenantes s'entendront sur les modalités de la mise en oeuvre du programme, du suivi et du bilan de ses performances ainsi que du partage de l'information et échangeront des lettres d'intention, avant le premier décaissement.

G. Justification économique et impact du programme

39. Le programme devrait profiter à quelque 1,26 million de personnes, femmes et hommes⁵, dont 70% de femmes (800 000) et 80% de pauvres. Plus de 540 000 ménages devraient emprunter dans le cadre du programme. De plus, les membres des GAA recycleront l'épargne sous forme de prêts au sein de leur groupe. Tout au long du programme, les bénéficiaires pourront emprunter pour une valeur moyenne de 14 500 INR; cette contribution substantielle devrait permettre à la majorité d'entre eux de sortir de la pauvreté.

40. Les résultats financiers des IMF clientes s'amélioreront notablement durant la période du programme. D'après les projections, les fonds propres des IMF devraient atteindre le seuil de rentabilité à partir de la quatrième année. La dixième année, le taux de rendement du capital social s'élèvera à quelque 23%. Les dépenses de fonctionnement en pourcentage de l'encours moyen passeront de 37% durant la première année, pour le modèle fondé sur l'auto-assistance, à 5,1% la dixième année.

41. À l'issue des sept ans, la FMCS devrait avoir atteint un niveau de gestion rentable et professionnel et figurer au premier plan parmi les institutions de développement opérant dans le secteur de la microfinance en Inde. En outre, la FMCS aura facilité le développement d'un réseau de 50 grandes IMF, 40 IMF moyennes et 10 IFO. Elle devrait aussi avoir acquis des capacités supplémentaires et s'être entourée d'un réseau de fournisseurs d'assistance technique et de conseils ainsi que de 10 à 15 institutions techniques et gestionnaires chargées d'élaborer des programmes de formation en microfinance.

42. Les projections de la FMCS donnent des valeurs confortables pour le coefficient endettement et le rapport des capitaux permanents aux actifs engagés. La marge d'intérêt effective se montera à environ 1% la deuxième année et à 2,3% la septième année; la FMCS devrait dégager des bénéfices d'exploitation dès la première année du programme. Le rendement moyen de l'actif devrait passer de 4% la deuxième année à quelque 10% la septième année, selon les projections, et celui des fonds propres de 2,6% la deuxième année à 18% la septième année.

43. En principe, la FMCS peut devenir viable sur les plans opérationnel, financier et économique au cours de la deuxième année. Bien qu'ils soient sensibles aux fluctuations de certains paramètres, les résultats financiers de la FMCS ne sont pas trop exposés à un niveau de risques inacceptable. Par exemple, si l'encours du portefeuille de prêts de la FMCS diminue de 15% et que les provisions pour créances irrécouvrables passent à 4%, la FMCS sera en mesure de parvenir à la viabilité financière à partir de la troisième année, mais la viabilité économique ne sera possible qu'à partir de la cinquième année. Si l'on ajoute à ces deux conditions l'hypothèse d'une augmentation de 10% des dépenses

⁵ Voir appendice IX.

administratives, la viabilité financière sera reportée à la quatrième année et la viabilité économique à la fin de la cinquième année. Il serait cependant possible de compenser ce fléchissement des résultats financiers par un accroissement du taux de prêt à 12% durant les quatre premières années et à 12,5% ensuite.

44. L'effet du programme sur les femmes se traduira principalement par un accroissement sensible de leur autonomie économique et sociale. Les avantages qualitatifs que les femmes tireront de leur accès aux services financiers sont i) l'accès à d'autres moyens de subsistance, ii) une plus grande autonomie et une meilleure maîtrise du revenu du ménage, iii) l'amélioration de leur statut dans la société et au sein de leur ménage; et iv) la capacité d'engager une action collective, face à l'oppression sociale et sexiste. En outre, l'amélioration de la situation financière de la femme aura un effet bénéfique direct sur l'état nutritionnel et la scolarité des enfants.

H. Risques

45. Premièrement, le risque de crédit pourrait être inacceptable compte tenu du passé du secteur financier rural en Inde. La réduction de ce risque passe par une évaluation et une gestion rigoureuse des prêts. Le dispositif global et intensif de renforcement des capacités prévu dans le cadre du programme permettra également à la FMCS de réduire ce risque. Deuxièmement, il se pourrait qu'un cadre juridique et réglementaire efficace ne soit pas mis en place. L'équipe de travail mise sur pied par la Reserve Bank of India et le rapport qu'elle a déjà soumis devraient contribuer à améliorer le cadre juridique et réglementaire. De surcroît, le risque sera diminué par une collaboration régulière entre les responsables politiques et les praticiens de la microfinance ainsi que par des visites d'information internes et externes auprès de responsables politiques. Troisièmement, si la FMCS applique des taux de prêt plus élevés, elle risque de ne pas réussir à attirer le nombre de clients requis. Ce risque est considéré comme gérable à partir du moment où la FMCS sera à même d'offrir un service professionnel aux IMF. Le fait que le choix des taux de prêt sera laissé en définitive aux IMF limitera aussi le risque. Quatrièmement, la FMCS pourrait ne pas être en mesure de prendre pleinement connaissance des besoins du secteur de la microfinance, ou ne pas y être suffisamment sensible, ni de se doter de la capacité de gestion nécessaire pour mettre en oeuvre un programme de microfinance innovant et original. On atténuera ce risque en fournissant une aide adéquate au renforcement des compétences du personnel de la FMCS. Cinquièmement, un mauvais fonctionnement des IMF dû à une carence de gestion financière, à une faiblesse institutionnelle ou au respect insuffisant des principes commerciaux n'est pas à exclure. Ce risque peut être réduit par: i) l'adoption de procédures rigoureuses de sélection, d'évaluation et de suivi, ii) le ciblage des ressources destinées au renforcement des capacités sur la constitution d'une capacité de gestion propre à assurer la viabilité des services microfinanciers et iii) la libéralisation des taux d'intérêt que les IMF peuvent demander aux bénéficiaires ultimes. Sixièmement, les IFO peuvent ne pas être intéressées par le développement de programmes de microfinancement. Les relations étroites qu'entretient la SIDBI avec les IFO, ainsi que la plus grande implication dans le secteur induite par les ressources destinées au renforcement des capacités, réduiront ce risque.

I. Impact sur l'environnement

46. Le programme aura un effet positif sur l'environnement, en créant de nouvelles possibilités d'emploi et en atténuant la pression sur l'activité agricole. Il favorisera indirectement des activités dans des domaines tels que l'assainissement, la santé et la planification familiale, qui auront toutes un impact sensible sur l'environnement. Le programme contribuera aussi à porter les préoccupations environnementales au niveau institutionnel, en aidant la SIDBI à rédiger une déclaration officielle de politique d'environnement et à créer une division de l'environnement à part entière.

J. Aspects novateurs

47. S'il met à profit les bons résultats obtenus par les projets réalisés précédemment en Inde avec l'aide du FIDA, le programme innove aussi à plusieurs égards. Avec un apport de 22 millions de USD, il a permis de mobiliser un montant total de 23,5 millions de USD sous forme de dons et de 89,0 millions de USD de ressources sous forme de prêts et de fonds propres. De plus, la conception du programme s'inscrit clairement dans la perspective d'une évolution vers l'adoption de principes commerciaux dans un secteur traditionnellement subventionné. La fixation de taux quasi commerciaux sur les prêts consentis aux IMF, le fait de permettre aux IMF de rétrocéder les prêts au taux du marché et surtout celui de répercuter directement sur la SIDBI le risque de change et les frais de garantie se rapportant au prêt du FIDA sont des étapes importantes dans le développement du secteur commercial de la microfinance.

48. Le programme prévoit une transformation institutionnelle à deux niveaux: premièrement, au niveau de la SIDBI, il développera la capacité de cette institution financière formelle en matière de microfinance; deuxièmement, au niveau des institutions intermédiaires, les ONG à vocation sociale seront transformées en intermédiaires financiers professionnels spécialisés, appliquant des principes commerciaux. De la même façon, le soutien puissant apporté en matière de politiques et de plaidoyer, contribuera beaucoup à la mise en place d'un environnement plus propice et plus porteur dans le secteur de la microfinance. Le programme prévoit un système de sondage par enquêtes régulières auprès des ménages afin de mesurer l'impact qualitatif et quantitatif de la microfinance sur les ménages pauvres en général et sur les femmes en particulier.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

49. Un accord de garantie entre la République de l'Inde et le FIDA et un accord de prêt entre la Small Industries Development Bank of India et le FIDA (SIDBI) constituent les instruments juridiques aux termes desquels le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

50. La Small Industries Development Bank of India (SIDBI) est habilitée, en vertu des lois de la République de l'Inde, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

51. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera, avec la garantie de la République de l'Inde à la Small Industries Development Bank of India (SIDBI) un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à seize millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 350 000 DTS) venant à échéance le 1er mai 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 20 avril 2000)

1. La FMCS établira des projets de plans de travail et budget annuels (PTBA) pour chaque année du programme, qui comporteront notamment une description détaillée des activités de programme prévues pendant l'année suivante ainsi que des sources et des utilisations des fonds en question, sur la base des plans de travail et budget élaborés par chacune des parties. La FMCS soumettra chaque projet de PTBA au FIDA pour commentaires et approbation 30 jours au moins avant l'ouverture de l'année de programme en cause. Si le FIDA ne formule aucun commentaire sur le projet de PTBA dans les 30 jours suivant la réception du document, ledit projet sera réputé approuvé.

2. La SIDBI mettra à la disposition de la FMCS pendant la période d'exécution du programme des fonds provenant de ses propres ressources, pour un montant total d'un milliard de roupies indiennes (1 000 000 000 INR). Elle a fourni un montant initial de cinq cent millions de roupies indiennes (500 000 000 INR) à la FMCS. Elle fournira une somme de trois cent millions de roupies indiennes (300 000 000 INR) à la FMCS pendant la quatrième année et une somme de deux cent millions de roupies indiennes (200 000 000 INR) pendant la sixième année du programme.

3. a) La SIDBI, la FMCS, le FIDA et le DFID procéderont conjointement à un examen de l'exécution du programme au plus tard pendant le deuxième semestre de la troisième année dudit programme (examen de la première phase) sur la base d'un mandat établi de concert par la SIDBI, le DFID et le FIDA. Cet examen portera notamment sur la réalisation des objectifs du programme et les obstacles rencontrés et aboutira à des recommandations concernant les réorientations d'activités ou les réaffectations de ressources du programme qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces objectifs et éliminer ces obstacles.

b) Les résultats de l'examen de la première phase et les recommandations correspondantes seront communiquées au FIDA qui les prendra comme base pour décider s'il poursuivra le financement du programme pendant la deuxième phase. La SIDBI reconnaît que la constatation de résultats non satisfaisants pendant la première phase à l'issue de l'examen des indicateurs de déclenchement pourrait amener le FIDA à décider de retarder ou interrompre le financement de la deuxième phase.

c) Si le FIDA décide:

- i) de cesser le financement du programme, les fonds du prêt inutilisés seront annulés.
- ii) de retarder le lancement de la deuxième phase du programme, la SIDBI procédera aux corrections/ajustements éventuellement nécessaires qui auraient été recommandés et communiqués par le FIDA. La phase II sera retardée au maximum d'un an à compter de la date de la décision du FIDA. Au deuxième semestre de l'année en cause, un deuxième examen sera effectué suivant les procédures prévues à l'alinéa a) ci-dessus. Les résultats de cet examen seront communiqués au FIDA qui décidera alors de façon définitive soit de financer la phase II, soit de cesser le financement dans le cadre du programme. La SIDBI n'aura en aucun cas droit à recevoir des fonds du prêt correspondant à la période de report du financement.

- iii) de passer à la phase II du programme, un plan d'action et schéma pour la deuxième phase acceptables pour les deux parties sera préparé sur la base des conclusions de l'examen de la première phase. Ce plan d'action et schéma donnera lieu à des réaffectations des fonds du prêt et des modifications des documents relatifs au prêt.

d) La SIDBI fera en sorte que, si le FIDA décide que le programme doit passer à la deuxième phase, les recommandations découlant de l'examen de la première phase soient mises en œuvre dans les délais prévus, de façon satisfaisante pour le FIDA. Il est convenu et entendu que ces recommandations peuvent entraîner des modifications des documents relatifs au prêt ou l'annulation du prêt. Il est en outre convenu et entendu que l'absence de mise en œuvre des recommandations découlant de l'examen de la première phase dans les délais prévus peut entraîner l'annulation du prêt.

4. Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit de la SIDBI de solliciter des retraits du compte du prêt au cas où se produirait un des faits suivants:

- a) À la date de prise d'effet ou après cette date, l'accord avec le DFID n'est pas entré pleinement en vigueur à la date ou aux dates spécifiées dans ledit accord ou à la date ou aux dates ultérieures fixées par le DFID à cette fin, et la SIDBI ne dispose pas de fonds de remplacement suivant des modalités et des conditions acceptables pour le FIDA.
- b) Le droit de la SIDBI de procéder au retrait des fonds du don accordé par le DFID a été suspendu, annulé ou résilié, ou il s'est produit un événement qui, par préavis ou caducité, pourrait entraîner l'un des effets susmentionnés.
- c) Le règlement en matière de crédit ou toute disposition y relative a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension d'application, d'une résiliation, d'un amendement ou d'autres modifications sans le consentement préalable du FIDA qui a décidé que cette dérogation, suspension, résiliation, amendement ou modification a eu ou aura probablement un effet matériel négatif sur la composante crédit.
- d) Une instance compétente a pris des mesures quelconques pour la dissolution de la SIDBI ou la suspension de ses opérations, ou des mesures ou des démarches ont été commencées en vue de répartir les actifs de la SIDBI entre ses créanciers.
- e) Les recommandations et le plan d'action et schéma découlant de l'examen de la première phase n'ont pas été mis en œuvre dans les délais prévus à cet effet.

5. La SIDBI et la FMCS concluront, dès que cette dernière aura obtenu un statut juridique indépendant, et au plus tard pour la fin de la quatrième année du projet, un accord (accord subsidiaire principal) prévoyant entre autres clauses:

- a) Que la SIDBI transférera les fonds du prêt et autres ressources à la FMCS sous forme de prêt assorti d'un taux d'intérêt variable de neuf pour cent (9%) par an au maximum, d'un délai de remboursement de 40 ans, avec un différé d'amortissement de dix (10) ans. La FMCS rétrocédera les fonds du prêt reçus de la SIDBI aux institutions financières.
- b) La FMCS déclarera accepter l'objectif et les buts du programme et, afin d'atteindre cet objectif et ces buts, elle s'engagera à exécuter le programme conformément à l'accord de prêt.

6. La SIDBI soumettra un projet d'accord subsidiaire principal au FIDA, pour commentaires et approbation, avant la signature.

7. La composante crédit sera mise en œuvre par les institutions de microfinancement (IMF) et les institutions financières officielles (IFO) situées dans la zone du programme sélectionnées par la FMCS conformément aux critères approuvés par le FIDA.

8. La FMCS sélectionnera chacune des institutions financières sur la base de leurs résultats antérieurs, de leurs compétences professionnelles, de leurs bonnes pratiques de gestion, de leur capacité d'organisation et de leur potentiel de croissance. Elle utilisera également les fonds du prêt pour les rétrocéder aux IMF conformément à des critères d'admission acceptables pour le FIDA. Le FIDA juge acceptables les critères d'admission ci-après qui pourront être modifiés sur la base d'un accord entre le Fonds et la FMCS:

- a) L'IMF utilisera les fonds destinés à la rétrocession pour financer des microcrédits à son groupe cible de bénéficiaires qui comprendra notamment les groupes les plus vulnérables des ménages pauvres (par exemple castes énumérées, tribus énumérées et ménages dirigés par des femmes). Les femmes bénéficieront de la priorité.
- b) L'IMF établira et appliquera des procédures et des politiques opérationnelles satisfaisantes pour la supervision des microcrédits de façon à assurer la réalisation des objectifs du programme.
- c) Enfin, l'IMF veillera à ce que les bénéficiaires et clients fournissent toute la documentation et les informations pertinentes au sujet des microcrédits et des activités approuvées que la FMCS pourra raisonnablement demander.

9. Pour procéder à cette sélection, la FMCS appliquera également les critères suivants pour accorder des crédits au moyen des fonds du prêt:

- a) Pour les grandes IMF (créances à recouvrer totales supérieures à 5 millions d'INR):
 - i) l'IMF ou son (ses) parrain(s) a appliqué un programme de microcrédit avec succès pendant au moins quatre ans;
 - ii) l'IMF a mis en place, ou convient de mettre en place, dans un délai d'un an à partir de l'approbation du prêt, un système séparé de comptabilité et de suivi pour ses opérations de microfinancement;
 - iii) l'IMF a déjà un nombre suffisamment élevé d'emprunteurs et a un fort potentiel d'expansion;
 - iv) l'IMF a des bases financières appropriées sous forme de capitaux propres ou d'épargne des membres et a mis en place des systèmes et des procédures suffisants pour accroître l'épargne des membres ainsi que ses capitaux propres;
 - v) le programme de microfinancement de l'IMF est orienté de façon générale vers l'atténuation de la pauvreté et dispose de mécanismes appropriés pour surveiller le niveau de participation des pauvres audit programme;
 - vi) les actifs de l'IMF ne donnant pas un bon rendement ne dépassent pas 7% du total;

- vii) l'IMF dispose de systèmes solides et transparents de comptabilité, de gestion informatisée et de vérification interne.
 - viii) enfin l'IMF fait vérifier ses comptes en temps utile par un commissaire aux comptes de bonne réputation.
- b) En ce qui concerne les IMF de taille moyenne (créances à recouvrer ne dépassant pas 5 millions de INR):
- i) l'IMF a réussi, avec preuves à l'appui, à gérer un bon programme de microfinancement ou a le potentiel de le faire après avoir renforcé ses capacités;
 - ii) l'IMF est disposée à séparer le microfinancement de ses autres activités dans un délai de trois ans après l'approbation du don destiné au renforcement des capacités dans le cadre du programme;
 - iii) son programme de microcrédit est axé sur les pauvres et doté du système de suivi nécessaire pour évaluer le niveau de participation de ces derniers;
 - iv) l'IMF ne compte que 15% au maximum d'actifs n'ayant pas un bon rendement et elle a établi un plan visant à améliorer les performances de son portefeuille de façon à réduire cette proportion à 7% en trois ans;
 - v) l'IMF dispose d'un personnel suffisant pour assurer un encadrement intensif et d'une bonne direction;
 - vi) l'IMF utilise des systèmes transparents de comptabilité, de gestion informatisée et de vérification intérieure ou est prête à adopter des pratiques de ce genre avec l'aide de la FMCS.

10. La SIDBI, ou la FMCS, lorsqu'elle obtiendra un statut indépendant, conclura avec chaque institution financière un accord prévoyant notamment:

- a) que la FMCS, suivant l'orientation générale des PTBA, transférera les fonds disponibles conformément aux dispositions des paragraphes 8 et 9, avec des modalités et des conditions acceptables pour le FIDA ;
- b) que l'institution financière déclarera accepter les objectifs et les buts du programme et, pour réaliser lesdits objectifs et buts, elle s'engagera à mettre en œuvre la composante crédit conformément à l'accord de prêt et au règlement en matière de crédit qui figureront en annexe à l'accord de prêt secondaire pertinent.

La SIDBI soumettra un modèle d'accord de prêt secondaire avec les institutions financières au FIDA, pour commentaires et approbation.

11. La FMCS établira un projet de règlement pour la composante crédit acceptable pour le FIDA dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard pour la date de prise d'effet. Elle soumettra le projet de règlement en matière de crédit au Conseil consultatif de la SIDBI pour approbation. Lorsque celui-ci aura approuvé le projet de règlement, la FMCS soumettra ledit projet au FIDA et au DFID pour commentaires et approbation. Le Conseil consultatif adoptera, pour l'essentiel dans la forme

approuvée par le FIDA, le règlement du crédit qui sera applicable à tous les crédits accordés aux bénéficiaires du programme, qui sont financés (directement ou indirectement) par le prêt. La FMCS communiquera rapidement des copies dudit règlement au FIDA après son adoption.

12. La FMCS ouvrira et tiendra un fonds renouvelable dans lequel seront déposées toutes les recettes nettes provenant des crédits accordés aux bénéficiaires du programme et financés (directement ou indirectement) par le prêt. Elle utilisera le fonds renouvelable pour financer d'autres crédits aux bénéficiaires du programme conformément à l'accord de prêt, au moins jusqu'à la date qui sera prévue dans l'accord de prêt secondaire pertinent ou, si aucune date n'est prévue, jusqu'à ce que le ou les paiements dus au titre du service du prêt aient été effectués intégralement

13. L'examen de la première phase comportera une analyse des indicateurs spécifiques ci-après qui seront utilisés pour déclencher la confirmation par le FIDA du financement et du schéma détaillé de la deuxième phase du programme:

- la FMCS doit disposer d'un personnel suffisant et compétent (correspondant au calendrier d'activités prévues) et avoir mis en place des systèmes de gestion rationnels et efficaces, notamment un système de gestion informatisée rigoureux et faire preuve de capacités de gestion appropriées;
- la FMCS est parvenue à la viabilité financière en couvrant tous les coûts de fonctionnement, le coût en capital, l'amortissement, etc., grâce aux intérêts fournis par son portefeuille de prêts;
- le portefeuille de la FMCS comprendra, au moment de l'examen de la première phase, au moins dix IMF bien établies et 25 IMF nouvellement créées;
- il apparaît clairement que les IMF bénéficiant d'un soutien sont en voie d'atteindre la viabilité financière conformément à leurs programmes d'activités et qu'elles ont obtenu de bons résultats en ce qui concerne l'établissement d'entités juridiques séparées pour leurs activités de microfinancement;
- la FMCS doit avoir élaboré une stratégie permettant de faire participer plus efficacement les IFO au microfinancement et avoir engagé des négociations avec au moins deux de ces institutions pour qu'elles participent au programme;
- la FMCS doit avoir mis en place des mécanismes appropriés pour fournir des services de suivi et autres aux IMF nouvellement créées;
- la mise en place d'un noyau d'organismes de référence spécialisés dans le microfinancement doit avoir fait des progrès importants, notamment la promotion d'au moins deux organismes offrant des cours de longue durée et de quatre organismes offrant des cours de brève durée spécialisés dans le domaine du microfinancement;
- la FMCS doit avoir lancé diverses études générales pour traiter certaines des grandes questions que pose le développement du secteur du microfinancement et avoir encouragé des activités de recherche/action dont certaines ont donné lieu à des expériences pilotes;
- les procédures d'évaluation d'impact ont été pleinement organisées et sont fonctionnelles et des groupes de clients doivent avoir été organisés et être opérationnels.

14. Sur la base des conclusions et recommandations de l'examen de la première phase, un plan d'action et schéma acceptable par toutes les parties sera préparé pour la deuxième phase du programme et une évaluation globale du programme sera menée à bien.

15. La FMCS couvrira les domaines clés suivants dans son suivi du programme:

- a) aptitude à identifier rapidement les IMF/IFO qui enregistrent des remboursements non satisfaisants au titre de crédits accordés dans le cadre du programme;
- b) surveiller les résultats obtenus en matière de remboursement sur toutes les opérations de crédit des IFO et des IMF;
- c) évaluer régulièrement les résultats financiers de toutes les IMF et suivre leur évolution.

16. La FMCS fera en sorte que les questions de problématique hommes-femmes soient abordées et traitées dans le cadre du programme par les moyens suivants:

- le processus d'évaluation prospective en vue de la sélection d'ONG/IMF comme partenaires du programme;
- la sensibilisation à la problématique hommes-femmes est effectivement prise en compte dans l'aide au renforcement des capacités offerte aux IMF;
- des études de recherche sur les relations entre l'émancipation des femmes et le microfinancement;
- la diffusion des meilleures pratiques de traitement de la problématique hommes-femmes par les IMF de façon que les autres ONG/IMF puissent modifier leurs démarches en conséquence;
- assurer un suivi efficace des programmes des IMF et veiller à ce que les indicateurs d'impact sur la problématique hommes-femmes soient englobés dans le cadre général des études d'évaluation d'impact.

17. La SIDBI, qui a l'obligation de tenir des registres et de fournir des états financiers et un rapport annuel de vérification des comptes, présentera un résumé détaillé des activités de la FMCS.

18. La SIDBI préparera la charte de la FMCS au moment où celle-ci acquerra un statut juridique séparé de façon à lui permettre d'essayer et d'élaborer une gamme de produits de microfinancement, et d'utiliser les fonds reçus dans le cadre du programme pour financer des activités productives du point de vue économique et social pour les ménages et les micro-entreprises travaillant dans les secteurs de transformation de produits et de services non agricoles ou agro-industriels. Cette charte sera mise au point définitivement après la réception des commentaires du FIDA et du DFID qui seront dûment pris en compte, et avec l'approbation de la République de l'Inde.

19. La SIDBI considérera la FMCS comme un élément particulier de coûts et de bénéfices et séparera théoriquement sa comptabilité de la sienne propre jusqu'à ce que la fondation ait obtenu un statut juridique séparé et que la comptabilité soit officiellement organisée à part. À cette fin, la SIDBI attribuera des codes comptables séparés et distincts à tous les actifs, passifs et transactions financières de la FMCS et veillera à ce que les fonds et le revenu net reçus à ce titre constituent le capital de la FMCS lorsque celle-ci obtiendra un statut juridique séparé.

20. La SIDBI accordera à la FMCS une autonomie opérationnelle et des pouvoirs appropriés pour prendre des décisions concernant ses activités, gérer ses fonds et employer du personnel jusqu'à ce qu'elle obtienne un statut juridique séparé.

21. Le Comité de crédit central de la FMCS aura pouvoir d'approuver les prêts ainsi que les dépenses d'aide en faveur du renforcement des capacités. Jusqu'à ce que la FMCS ait une personnalité juridique séparée, la SIDBI continuera de déléguer à ce comité le pouvoir d'approuver les demandes de crédit à concurrence de 100 millions de INR et les dons pour le renforcement des capacités à concurrence de 5 millions de INR.

22. La FMCS rapprochera progressivement ses taux d'intérêt de ceux du marché. Jusqu'alors, elle établira une fourchette de taux à appliquer avec souplesse aux différentes catégories d'IMF/IFO ; à l'origine, cette fourchette se situera entre 11 et 12% mais, au cas où les taux d'intérêt baisseraient encore, elle pourrait tomber à 10-12%. Ensuite, parallèlement à l'évolution du secteur et à l'expansion des activités, la FMCS pourra adopter des taux différenciés suivant les besoins de prêts et les méthodes suivies. Les taux de rétrocession seront examinés périodiquement de concert par la SIDBI, le FIDA, le DFID et la FMCS et modifiés pour tenir compte de la situation du marché et assurer la viabilité financière et la durabilité des opérations de la FMCS. En outre, à compter d'une date jugée acceptable par le FIDA, la FMCS fera en sorte que les agréments supplémentaires, qui portent les créances à recouvrer des institutions financières emprunteuses à plus de 30 millions de INR, ne soient accordés qu'aux institutions financières dont la structure juridique leur permet de servir d'intermédiaire financier. Les prêts aux clients IMF/IFO seront remboursables conformément au règlement en matière de crédit.

23. La SIDBI et la FMCS prendront toutes les mesures raisonnables requises pour que leurs actifs n'ayant pas un bon rendement dans le cadre des opérations de la fondation (y compris, mais pas exclusivement, les prêts financés par les fonds du prêt) soient limités à 7% du total. Le portefeuille constitué antérieurement dans le cadre du programme de microcrédit ne sera pas pris en compte dans cette évaluation et les actifs n'ayant pas un bon rendement seront définis conformément aux directives de la Reserve Bank of India applicables au moment de l'évaluation.

24. La SIDBI informera sans retard le FIDA au cas où le don du DFID cesserait en tout ou en partie d'être disponible pour les composantes renforcement des capacités et politique, plaidoyer et recherche/action du programme. La SIDBI tentera immédiatement, en consultation avec le FIDA, d'organiser de nouveaux modes de financement pour ces composantes. Aucun fonds ne pourra être retiré du compte du prêt pour couvrir des dépenses autorisées jusqu'à ce que le financement de remplacement ait été assuré. Le FIDA pourrait envisager de financer le renforcement des capacités et l'investissement dans le capital des IMF grâce au fonds du prêt: i) au cas où le don du DFID ne serait pas disponible, en tout ou en partie; et/ou ii) au cas où le FIDA, la SIDBI et le DFID constatent de concert une insuffisance des fonds disponibles pour lesdites activités.

25. La SIDBI fera en sorte que la FMCS devienne, au plus tard à la fin de la quatrième année du programme, un organisme séparé jouissant d'une personnalité juridique indépendante et que cet organisme soit dûment déclaré aux autorités officielles compétentes.

26. Aucun retrait ne sera effectué pour couvrir les dépenses dans le cadre de la composante crédit avant que:

- a) le projet de règlement en matière de crédit ait été approuvé par le FIDA; un exemplaire certifié exact et complet par un agent compétent de la FMCS de ce règlement adopté par le Conseil consultatif, pour l'essentiel, sous la forme ainsi approuvée, ait été remis au FIDA;
- b) en ce qui concerne les institutions financières, un accord de prêt secondaire à l'institution ait été approuvé par le FIDA; le FIDA devra avoir reçu de l'agent compétent de la FMCS un certificat attestant que l'accord de prêt secondaire en question a été signé par les parties pour l'essentiel sous la forme ainsi approuvée; la signature et l'application par la FMCS et ladite institution financière devront avoir été dûment autorisées ou ratifiées suivant toutes les modalités nécessaires au niveau de l'institution, de l'administration et du gouvernement; enfin, toutes les conditions préalables à la prise d'effet devront avoir été remplies;
- c) le FIDA, la SIDBI et le DFID soient convenus d'une approche commune pour mettre le programme en œuvre, mettre en commun les informations sur le programme et suivre et examiner le déroulement du programme, et aient signé un mémorandum d'accord à cet effet.

27. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) la SIDBI a dûment ouvert le compte spécial;
- b) le règlement en matière de crédit a été approuvé par la FMCS;
- c) l'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'application par la SIDBI ont été dûment autorisées et ratifiées suivant toutes les modalités nécessaires au niveau de l'institution, de l'administration et du gouvernement;
- d) un avis juridique favorable, délivré par un juriste compétent de la SIDBI ayant pouvoir de formuler de tels avis et acceptable pour le FIDA quant à la forme et quant au fond, a été communiqué par la SIDBI au FIDA;
- e) la SIDBI a, par l'intermédiaire de son Conseil d'administration, approuvé le plan d'activités de la FMCS qui est jugé acceptable par le FIDA.

APPENDIX I

**COUNTRY DATA
INDIA**

Land area (km² thousand) 1996 1/	2 973	GNP per capita (USD) 1997 2/	370
Total population (million) 1997 1/	962.4	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	4.3
Population density (people per km²) 1996 1/	318	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	8.8
Local currency	Indian Rupee (INR)	Exchange rate: USD 1 =	INR 43.5
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.0	GDP (USD million) 1997 1/	381 566
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	27	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	5.8
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	9	1990-97	6.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	71	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	63	% agriculture	25
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	256.3	% industry	30
Poor as % of total rural population 1/	36.7	% manufacturing	19
Total labour force (million) 1997 1/	423	% services	45
Female labour force as % of total, 1997 1/	32		
Education		Consumption, 1997 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	100	General government consumption (as % of GDP)	10
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	52	Private consumption (as % of GDP)	70
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	20
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 382	Balance of Payments (USD million)	
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	75	Merchandise exports, 1997 1/	32 201
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	52	Merchandise imports, 1997 1/	36 293
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	53	Balance of merchandise trade	-4 093
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	5.6	before official transfers, 1997 1/	-17 641
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.4	after official transfers, 1997 1/	-5 811
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	19	Foreign direct investment, 1997 1/	3 351
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	15	Government Finance	
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	71	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	-5.2
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	15.8
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	5	Total external debt (USD million) 1997 1/	94 404
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	856	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	20
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	117.1	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	19.6
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1997 1/	13.8
Arable land as % of land area, 1996 1/	54.7	Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	n.a.
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	650		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	21.9		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	32.0		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1999,

2/ World Bank, *Atlas*, 1999,

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998.

PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Bhima Command Area Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	18 Sep 79	14 Dec 79	31 Dec 85	L - I - 23 - IN	SDR	38 500 000	100%
Rajasthan Command Area Development and Settlement Project	IFAD	World Bank: IBRD	HC	19 Dec 79	03 Mar 80	31 Dec 88	L - I - 32 - IN	SDR	42 700 000	100%
Sundarban Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	03 Dec 80	04 Feb 81	30 Jun 89	L - I - 49 - IN	SDR	13 350 000	100%
Madhya Pradesh Medium Irrigation Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	17 Sep 82	31 Mar 88	L - I - 81 - IN	SDR	21 900 000	100%
Second Uttar Pradesh Public Tubewells Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	21 Apr 83	06 Oct 83	31 Mar 91	L - I - 124 - IN	SDR	32 000 000	85%
Orissa Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 87	27 May 88	31 Dec 97	L - I - 214 - IN	SDR	9 250 000	100%
Tamil Nadu Women's Development Project	IFAD	UNOPS	HC	26 Apr 89	26 Jan 90	31 Dec 98	L - I - 240 - IN	SDR	13 150 000	98%
Andhra Pradesh Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	27 Aug 91	31 Mar 99	L - I - 282 - IN	SDR	14 050 000	92%
Maharashtra Rural Credit Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Jan 94	30 Sep 00	L - I - 325 - IN	SDR	21 250 000	45%
Andhra Pradesh Participatory Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 94	18 Aug 94	31 Mar 02	L - I - 349 - IN	SDR	18 950 000	40%
Mewat Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	07 Jul 95	31 Dec 03	L - I - 379 - IN	SDR	9 650 000	34%
Rural Women's Development and Empowerment Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96	19 May 99	30 Jun 02	L - I - 439 - IN	SDR	13 300 000	
North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 97	23 Feb 99	31 Dec 04	L - I - 444 - IN	SDR	16 550 000	5%
Bihar-Madhya Pradesh Tribal Development Programme	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 99			L - I - 506 - IN	SDR	16 950 000	



SUMMARY OF DESCRIPTION OF THE PROGRAMME

A. Capacity-Building of the Microfinance Sector

(Base cost USD 21.4)

1. **Capacity-building of the SFMC.** The programme will support the strengthening of the SFMC particularly through staff development to build a high-quality portfolio to ensure its viability. Programme inputs will include the following: the design and conduct of custom-made courses for staff; exposure visits to successful microfinance institutions and apex lending institutions within India and overseas; on-the-job training through internships with specialized MFIs within India; participation in training courses; and attendance at key Indian and international workshops/seminars.
2. The programme will provide 12 person-months of international and 52 person-months of national consultancy to assist the SFMC in key programme areas. Some will come in the form of repetitive, short inputs by consultant(s) over an extended period. International consultancy will include, *inter alia*, expertise in impact assessment and new financial products for the SFMC and MFIs and will link SFMC with MFI best practices elsewhere in the world; it will act as a mentor for SFMC's development. National consultancy will cover counterpart support to international consultants, human resources development, MIS development and other support required by the SFMC. Consultants will also provide on-the-job training for SFMC staff through joint visits and initial support in recommending technical assistance for specific MFI partners.
3. **Capacity-building of the MFIs.** The capacity-building of MFIs will include three sub-components: (i) technical assistance and training; (ii) operating support; and (iii) mentoring support. Both large and medium MFIs will be eligible for technical assistance and training and operational support. The mentoring support will be exclusively directed towards medium MFIs.
4. The technical assistance support will be directed towards helping MFIs to move up the development ladder towards increasing the outreach and becoming self-sufficient. The support will be demand-driven and, within the overall limit, cover the costs of: (i) attending training programmes conducted by the short-listed service providers; (ii) participating in exposure visits; (iii) conducting studies for identifying MFI specific-service delivery, targeting and viability issues; (iv) engaging service providers for conducting in-house training of staff; (v) engaging service providers for training of beneficiaries; (vi) engaging service providers for shifting towards a legal format that allows savings mobilization from non-members and allows operation on a commercial basis; (vii) developing MIS and accounting system; and (viii) establishing new branches and computerization.
5. In addition, the mentoring support to medium MFIs will include assistance by short-listed service providers or capable MFIs to help them in emerging as a separate commercial entity with microfinance as their core strength. It will do so by providing necessary inputs for planning human resource development, incorporating microfinance best practices into the work culture, preparing business plans and monitoring achievements vis-à-vis the plan and resource mobilization. It will also incorporate best practices for professionalizing management.
6. **Equity investment in the MFIs.** High debt-to-equity ratio is one the major weaknesses of the MFIs. This results chiefly from two factors: social entrepreneurs who pilot MFIs have limited financial capital; and India does not recognize the concept of sweat equity. In order to address the issue, the SFMC will consider equity investments in the MFIs whose legal structure can accommodate equity. Initially, this will be in the form of redeemable preference shares carrying dividend at 11%.
7. Equity investments by the SFMC will initially be funded 100% from DFID assistance, declining to 50% during years 4 and 5, and to 25% during year 6 and 7, with SIDBI funding the balance. Depending upon the developments in the sector, the SFMC will also consider the use of IFAD loan funds for equity investment. The exit route will be through redemption of preference shares, which may be bought by other MFIs or primary stakeholders, such as the local community members,

APPENDIX III

employee stock options, buy-back, etc. The dividend and exit proceeds from the equity investments will be used to support new MFIs during the post-programme period.

8. **Capacity-building of the FFIs.** The programme will assist the SFMC in undertaking market research in year 1 to explore the specific interest and opportunities for microfinance within the FFI sector. Capacity-building support for FFIs will be specific and focused. It will cover costs of workshops and training on microfinance for commercial bankers and central bankers, national and international exposure visits and support for conducting marketing research. No operational grant support will be provided.

9. **Capacity-building of capacity-builders/service providers.** The programme will provide support for course development, cotraining, exposure/exchange visits and equipment/materials for long-course (SIMAP model) and short-course providers (STUP model). It will also provide a subsidy of 50% of the participation fees of the initial 10 courses run by each provider.

10. The programme will promote development of the rating system by organizing capacity-building workshops that involve national and international experts. In order to promote the use and appreciation of the value of ratings of the MFIs, the programme will provide 100% of the cost of ratings in PY1 and 2 and 80% of these costs in PY3 and 4. Thereafter, the SFMC and its clients will bear these costs.

B. Credit Funds for Microfinance Programmes

(Base cost USD 99.3 million)

11. **The MFIs.** An assessment of the demand for credit funds from the SFMC has been made on the basis of the following: the demand projections for the Solidarity and SHG model MFIs, the requirements of existing clients for further funding; and the demand from MFIs that have approached SFMC for funds and the information obtained through the case studies to project rate of growth in the lending programmes. It is expected that the cumulative demand for SFMC funds over the seven-year programme period is estimated to reach INR 4 806 million (USD 110 million).

12. **The FFIs.** The SFMC will provide credit funds to FFIs like urban cooperative banks, rural regional banks, non-banking finance companies (NBFCs), commercial banks (CBs), credit unions, etc. for on-lending to MFIs/SHGs and other partner institutions or for direct lending. It is expected that the segments of the market that cannot be addressed directly by the SFMC (e.g., small and new MFIs servicing remote rural and urban poor) will be served through these FFIs. The SFMC will seek out a niche in the FFI sector, especially in the subsectors of urban cooperative banks and NBFCs. The SIDBI will produce a strategy document for developing an FFI client base by the end of PY1.

13. **Allocation.** The programme will provide a line of credit amounting to INR 4.3 billion (USD 99.3 million) to the SFMC for on-lending to MFIs and FFIs taking up microfinance programmes to provide credit to over 540 000 borrowers. Over the programme period, it is expected that the SFMC will provide credit to about 65 medium MFIs, of which it is expected that 12 will develop into large MFIs, 13 will drop out and the remainder will stabilize as medium MFIs. The total credit disbursements to MFIs is expected to be about INR 4 806 million (USD 111.0 million), while those to FFIs is projected at INR 1 355 million (USD 31.2 million).

C. Policy, Advocacy and Action-Research

(Base cost USD 3.1 million)

14. **Policy and advocacy.** The SIDBI is well placed to play an important role in policy development. It has a broader financial sector involvement and its commercial orientation is much greater than other microfinance advocates in India. In this background, the SFMC will promote the development of at least one annual high-level forum to discuss key issues in microfinance to examine new innovations and to compare Indian achievements to the state-of-the-art practices elsewhere. This workshop will

APPENDIX III

also provide an opportunity to the SFMC to synthesize the issues emanating from the regional level workshops and present it to the policy-makers.

15. The programme will support one regional level policy workshop per year from PY1, focusing more specifically on policy issues in the Indian context. The programme will support costs of dissemination of the workshop proceedings and costs of formation of committees, as a follow-up of policy workshop, to formulate policy guidelines for speedy development of the microfinance sector. The programme will support five person-months of international microfinance policy assistance during PY 2-3 to stimulate Indian debate on key issues and to support the policy research effort. It will support nine policy research studies three international exposure visits (one each in PY2-4) for senior policy-makers.

16. **Action-research.** The programme will support 48 action-research studies, dissemination of the results and six pilot tests of new products and services developed by action-research. Action-research will focus on: (i) the impact of widening the client base while ensuring that the poor receive due attention; (ii) progression to larger loan sizes for the poor in a manner which is sustainable, manageable and beneficial to the beneficiaries; (iii) the level and types of support required by the poor to facilitate the absorption of higher loans, including the importance of credit-plus services; (iv) impact of differential loan sizes on group cohesion and joint liability; (v) targeting SCs/STs and other vulnerable groups; (vi) innovative ways of reducing credit delivery costs, e.g., through transferring responsibility for promotion, capacity-building, supervision and support functions at the grass-roots level to community-based organizations, such as federations of savings and credit groups or by exploring the use of other possible credit delivery agents such as trade intermediaries, insurance agents, etc.; and (vii) development of new financial products and services.

17. The action-research will also focus on gender issues, which are mostly neglected in most microfinance programmes. It will include: (i) the effects on the health of women due to the increase in the workload; (ii) reduction in time devoted to childcare; and (iii) the possibility of women becoming the front for their menfolk to obtain loans and in the process lose control over loan utilization and income from the activity (while being responsible for repayment).

18. **Network support.** SIDBI's support for advocacy will include the formation of MFI networks. The programme supports about 19 networks at an estimated cost of USD 0.5 million. The network's main emphasis shall be on developing a self-regulatory mechanism in the absence of any central bank regulation for the MFI sector. This will ensure the sustainability of the sector and prepare MFIs for future regulation by the Reserve Bank of India. Support will be provided on a tapering basis after PY4, as the network becomes stronger and more capable of supporting itself through members' contributions and other means.

19. **Impact assessment.** A significant contribution to the policy debate will come from support for ongoing analysis of the impact of microfinance services on the poor (to be performed nation-wide). To this end, the SFMC will contract top quality socio-economic research institutions on long-term contract who will, among others, use a panel approach of collecting observations from a small and carefully selected sample of MFI clients on a regular basis. Primary data collected through these impact assessments will contribute to making policy dialogue better informed and more focused on changes of the greatest priority for improving financial services for the poor.

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL <ul style="list-style-type: none"> Expand access to microfinances for the poor 	<ul style="list-style-type: none"> Numbers of enterprises Value added/enterprise increases Employment/sector increases Poor remain focus of microfinance services 	<ul style="list-style-type: none"> Sector analysis by the Government of India and external funding agencies 	<ul style="list-style-type: none"> Microenterprise development contributes to wage and self-employment, which leads to poverty reduction Women are not excluded from the benefits of microenterprise development
Purpose <ul style="list-style-type: none"> Development of a more formal, extensive and effective microfinance sector on a national scale serving poor women and men 	<ul style="list-style-type: none"> SIDBI Foundation demonstrates that microfinance is a viable business area for SIDBI by end of programme Microfinance sector as a whole growing more rapidly than economy as a whole, with increasing geographic coverage Substantially wider range of methodologies, products used and institutions involved in delivery of microfinance in India by end of programme Appropriate legal structures available to MFIs by end of programme Improvement in livelihoods of poor households/enterprises/communities attributable to microfinance services 	<ul style="list-style-type: none"> Foundation and SIDBI annual reports Sector analysis will indicate broad development of sector and feed into project monitoring and reviews Project documentation available with SIDBI Foundation and Foundation Partners and broader sector analysis Government laws and guidelines promulgated; MFIs registered appropriately Impact assessment studies commissioned by SIDBI Foundation/DFID 	<ul style="list-style-type: none"> Macroeconomic stability maintained Microfinance is delivered in a manner that supports enterprise development (right clients, right products) Other essential services will be provided to support microenterprise growth and investment



Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
Outputs 1. SIDBI Foundation becomes a substantial, capable, efficient, and financially viable operation	<ul style="list-style-type: none"> SIDBI Foundation has adequate, capable staff in place (in line with timeframe of business plan) SIDBI Foundation has appropriate systems in place for client identification, appraisal, monitoring, decision-making and evaluation (by QTR 2, PY 1) SIDBI Foundation given appropriate legal status within two years of the first phase review SIDBI Foundation has high quality performing portfolio (NPA < 5 percent) of at least INR 5 billion by end PY 7 Average client financing (SIDBI Foundation → MFI) at least INR 50 million by PY 7 SIDBI Foundation covering all operating costs, costs of capital, depreciation, etc. from interest on loan portfolio and other operating income by PY 3 (level 3 sustainability) New SIDBI Foundation financial products diversify and expand its business (equity, lines of credit, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Annual project reviews First annual project review SIDBI Foundation annual report As above As above Performance against business plan, overall return on capital, profits made and reinvested in SIDBI Foundation/SIDBI Performance of equity and new products. In SIDBI Foundation annual reports and continuity of products 	<ul style="list-style-type: none"> Other institutions (APEX , MFIs and FFIs) follow SIDBI example Sector will reach point where it can continue to grow without external subsidies on the same scale as MFSP
2. The SIDBI Foundation's partner microfinance programmes significantly increase scale, outreach and sustainability, with an appropriate legal basis to conduct financial services	<ul style="list-style-type: none"> SIDBI Foundation clients provide appropriate, high-quality microfinance services to at least 2 million urban/rural poor (> 70 percent women) by PY 7 MFIs improve sustainability by END OF PROGRAMME: At least 3 MFIs at level 4 sustainability, at least 25 MFIs at level 3 sustainability SIDBI Foundation clients borrowing > INR 20 million operate within legal framework that recognizes the legitimacy of their financial operations from PY 4 	<ul style="list-style-type: none"> Periodic reports from MFIs to SIDBI Foundation Outreach data compiled by SIDBI Foundation on an annual basis, impact assessment MFIs audited under international best practices criteria (CAMEL-S or equivalent) Annual reports of SIDBI Foundation 	<ul style="list-style-type: none"> Microfinance sector as a whole expands as a result of SIDBI Foundation example SIDBI Foundation and partners can diversify from SHG focus



Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
3. A selected number of FFIs initiate/consolidate sustainable microfinance services (FFI = UCBs, RRBs, NBFC, CBs, local area banks, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Strategy document from market investigation to determine opportunities by end PY 1 # FFIs operating profitable microfinance services by END OF PROGRAMME # FFIs sharing significant proportion of TA costs by END OF PROGRAMME Leverage: FFI investments in microfinance > # times SIDBI Foundation investments in FFIs 	<ul style="list-style-type: none"> Foundation Strategy document available/ reported in annual review Annual reports of FFIs Annual project reviews. Project monitoring studies. As above 	<ul style="list-style-type: none"> Other FFIs able and willing to respond to examples FFIs provide services relevant to poor women and men The Government of India liberalizes financial markets so that microfinance can be profitable for more FFIs
4. Capacity of training and service providers enhanced and widely available to SIDBI Foundation clients and potential clients	<ul style="list-style-type: none"> Substantially increased number and operations; scale of training; institutions offering microfinance courses/programmes Substantially increased number and operations; scale of recognized consultants offering microfinance advice Quality of services provided improves substantially Increased cost recovery by service providers 	<ul style="list-style-type: none"> Annual reports/publications of major capacity-building institutions/MFIs Project monitoring studies and evaluation Project reports of MFIs; Project monitoring studies and evaluation Project monitoring of MFIs - reports, studies and evaluation Project monitoring of service providers - reports, studies and evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> MFIs not ready and open to absorb training and advice MFIs get other inputs in addition to training, etc., assistance in a timely manner Increasing number of MFIs willing to pay for quality training and technical
5. Positive influence on the policy environment for microfinance	<ul style="list-style-type: none"> Production of high quality, influential recommendations on key issues, such as: Draft legislation providing for appropriate legal forms for MFIs Regulation and supervision of MFIs Deregulation of interest rates Tax status for MFIs MFI networks active and effective Number of bankers actively participating in and sharing costs of workshops/exchange visits held to compare experiences Lessons from impact assessment and monitoring supports informed policy-making 	<ul style="list-style-type: none"> Documents published and disseminated Project annual reviews As above Published policy documents in line with project recommendations and findings 	<ul style="list-style-type: none"> Microfinance sector aware of potential opened up by policy reform Willingness of MFIs to promote financially sustainable microfinance that formalizes over time FFI sector will become more flexible and demand-driven, with continued liberalization of financial markets

Notes :

Level 3 sustainability: the institution covers its operational costs, loan losses, depreciation, inflation, and actual costs of funds.

Level 4 sustainability: covers level 3 costs, plus generates an adequate return to attract commercial capital.

NPA : Non-performing assets.

PY : Project Year.

QTR : Quarter.

QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS

Objectives: The overall goal of the programme is to expand the horizontal and vertical outreach of microfinance institutions and programmes and mainstream them in terms of their access to resources available in the financial sector so as to enhance the access of the poor to microfinance services. The purpose of the programme is to contribute to the development of a more formal, extensive and effective microfinance sector on a national scale, serving poor women and men and to assist in the evolution of an appropriate enabling environment for the development of sustainable microfinance institutions.										Target Group: Embrace all strata of poor who are in need of microfinance. The programme will finance both rural and urban poor and men and women. IFAD’s financing, however, will be restricted to the poor households of rural and semi-rural areas. The coverage will be national.				
INDICATIVE DEVELOPMENTS										STRATEGY				
	Unit	Yr-1	Yr-2	Yr-3	Yr-4	Yr-5	Yr-6	Yr-7	Total	<p>The programme design promotes:</p> <p>(i) institutional and financial sustainability of MFIs in order to maximize outreach and to enable them to access to mainstream sources of funding;</p> <p>(ii) involvement of FFIs in microfinance to bring microfinance into the mainstream of the financial sector; and</p> <p>(iii) institutional and financial sustainability of the SFMC by establishing a prudent financing structure.</p> <p>In line with this, the programme design focuses on two key themes:</p> <p>(i) capacity-building to create adequate institutional capacity and understanding of microfinance among the key stakeholders within the sector; and</p> <p>(ii) on-lending to MFI/FFIs.</p>				
No. of active clients														
Large MFIs	No. ‘000	10	22	32	40	46	50	50	50					
Medium MFIs	No. ‘000	15	30	37	41	41	43	40	40					
FFIs	No. ‘000	0	0	1	2	4	7	10	10					
National workshops	No.	1	1	1	1	1	1	-	6					
Regional workshops	No.	1	1	1	1	1	1	1	7					
Policy Studies	No.	-	2	2	3	1	1	-	9					
Action-research studies	No.	-	6	8	10	12	12	1	48					
Action-research pilot	No.	-	1	2	2	1	-	-	4					
Network support	No.	2	4	4	4	3	2	-	19					
Subloan disbursement														
Large MFIs	INR. Mill	104	183	319	443	704	1000	1233	3986					
Medium MFIs														
FFIs	INR. Mill	37	74	93	129	148	175	164	820					
Cumulative savings of all MFIs	INR Mill	-	-	36	84	199	386	648	1354					
		18	58	131	248	424	653	926	926					
PROGRAMME COSTS		USD Mill.	%	FINANCING		USD Mill.	%	BENEFICIARIES						
Capacity-building		21.3	17					Members	1 256 000					
Credit for microfinance		99.8	80	IFAD		22.0	16.5	Borrowers	541 000					
Policy, advocacy and action-research		3.1	2	Cofinancier (DFID)		23.4	17.6							
Contingencies		10.3	8	Borrower (SIDBI)		88.0	66.0							
Total		133.4	108	Total		133.4	100							
										INSTRUMENTS		SFMC PERFORMANCE (7 th Year)		
										Training		Debt equity		2.45
										Technical Assistance		Capital adequacy		33%
										Operational support		Spread		2.3%
										Mentoring support		Return on avg assets		10%
										Loan funds		Return on equity		18%
										Capacity-building		Operation viability ratio		1715%
										Action-Research and studies		Financial viability ratio		132%
										Networking		Economic viability ratio		118%



COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Components
Totals Including Contingencies
(INR million)

	Capacity Building of Microfinance Sector	Credit for Microfinance Programmes	Policy Advocacy And Action Research	Total
I. Investment Costs				
A. Investment credit	-	5 376.5	-	5 376.5
B. Training	126.6	-	16.5	143.1
C. Technical assistance, consultancies and studies				
Technical assistance	301.7	-	21.4	323.1
Consultancies	96.7	-	10.8	107.5
Studies	1.0	-	103.6	104.6
Subtotal technical assistance, consultancies and studies	<u>399.5</u>	<u>-</u>	<u>135.8</u>	<u>535.2</u>
D. Operational grants	320.0	-	-	320.0
E. Equity contributions to MFIs	<u>231.1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>231.1</u>
Total programme costs	1 077.1	5 376.5	152.3	6 605.9
Taxes	-	-	-	-
Foreign Exchange	32.9	-	11.7	44.6

**Disbursement Accounts by Financier
(USD million)**

	IFAD		DFID		SIDBI						For.	Local	Duties &
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount		Exch.	(Excl. Taxes)	Taxes
1. Investment credit	22.0	20.3	-	-	86.2	79.7	-	-	108.2	80.7	-	108.2	-
2. Training	-	-	3.0	100.0	-	-	-	-	3.0	2.3	0.4	2.6	-
3. Technical assistance, consultancies and studies	-	-	11.3	100.0	-	-	-	-	11.3	8.4	0.6	10.7	-
4. Operational grants	-	-	6.8	100.0	-	-	-	-	6.8	5.1	-	6.8	-
5. Equity	-	-	2.4	51.4	2.3	48.6	-	-	4.7	3.5	-	4.7	-
Total	22.0	16.4	23.5	17.6	88.5	66.0	-	-	134.0	100.0	1.0	133.1	-



FLEXIBLE LENDING MECHANISM AND CONDITIONS FOR SUBSEQUENT LENDING

1. The programme aims to climb the steps of development ladder in phases and will closely evaluate the ability of MFIs to evolve an appropriate legal form, become financially viable and move towards self sufficiency before major funding is committed. The programme will adopt the Flexible Lending Mechanism, allowing for thorough testing and reviewing of the programme activities during the first three years before entering its second phase. To this end, a minimum performance benchmark is stipulated for SDBI/SFMC. It will take all reasonable measures to ensure that its non-performing assets (NPA) under SFMC operations (including, but not limited to, those loans made as a result of the IFAD loan) will be limited to 7%. IFAD will reserve the right to suspend further disbursements if this level of performance is not achieved.
2. An intensive review of programme progress will be carried out by SIDBI, IFAD and DFID at the end of PY3; authorization of further draw-downs from the IFAD loan for the second phase will be dependent upon the attainment and confirmation of the following:
 - The SFMC has adequate and capable staff in place, has developed efficient and effective management systems, including a rigorous MIS, and demonstrates adequate managerial capacity.
 - The SFMC has been given an appropriate legal status and registered with the appropriate governmental authorities, preferably with wider ownership structure, or an acceptable plan to do so no later than the end of PY 4 after the first phase review has been submitted to and agreed upon by IFAD.
 - The SFMC has achieved financial sustainability covering all operating costs, cost of capital, depreciation, etc. from interest on its loan portfolio.
 - SFMC's portfolio comprises at least 12 large MFIs and 25 medium MFIs.
 - MFIs supported are on course to achieving financial sustainability in line with their business plan projections and that these MFIs have made substantial progress in establishing separate legal entities for their microfinance activities.
 - The SFMC has developed a strategy for involving FFIs more effectively in microfinance and has entered into negotiations with at least one FFI to participate in the programme;
 - The SFMC has developed adequate mechanisms for providing mentoring and other services to medium MFIs.
 - The SFMC has made substantial progress in developing at least two specialized microfinance resource agencies for providing long-term courses and four agencies providing specialized short courses in microfinance.
 - The SFMC has launched a number of policy studies to address some of the major issues identified in the development of the microfinance sector and has initiated action-research activities.
 - The SFMC has established the procedures for impact assessments that, *inter alia*, will include setting up client panels.
3. Until the first phase review is undertaken, the IFAD loan will be used to reimburse 70% of the incremental credit disbursed, subject to a maximum ceiling of USD 8.0 million. Once IFAD management agrees that satisfactory progress has been made, the remainder of the loan funds will be authorized for the draw-down to the extent of 30% of the incremental credit.

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Programme Organization, Executing Agency and Management

1. The SIDBI will be the borrower and overall executing agency for the programme. The responsibility for implementation will lie with the SFMC. Presently, the SFMC is not a separate legal entity but is functioning as a separate department within the SIDBI, reporting directly to the Executive Director/Managing Director. It will have a separate balance sheet nested within the SIDBI balance sheet from the financial year 1999-2000. Based on its performance and progress towards a viable volume of business, the SFMC is expected to become an independent entity with appropriate legal status before the end of PY5.

2. Initially, the management structure of the SFMC will comprise three divisions: financial services, capacity-building and policy and action-research. In PY6, a new products division and resources management division will be added. The SFMC will have an initial staff complement of 13, which is expected to grow to 44 by PY7. The majority of the staff will initially be based at the SIDBI head office at Lucknow. Relationship managers will be posted at certain strategic locations depending on the regional concentration of business. Over time, more activities will be decentralized to the regional offices; they will be responsible for 80% of the clients by PY7. Some of the staff will be drawn from the existing cadre of professionals in the SIDBI; others will be recruited from outside through multichannel recruitment methods. These will include campus recruitment from specialized institutions and from the open market through advertisement.

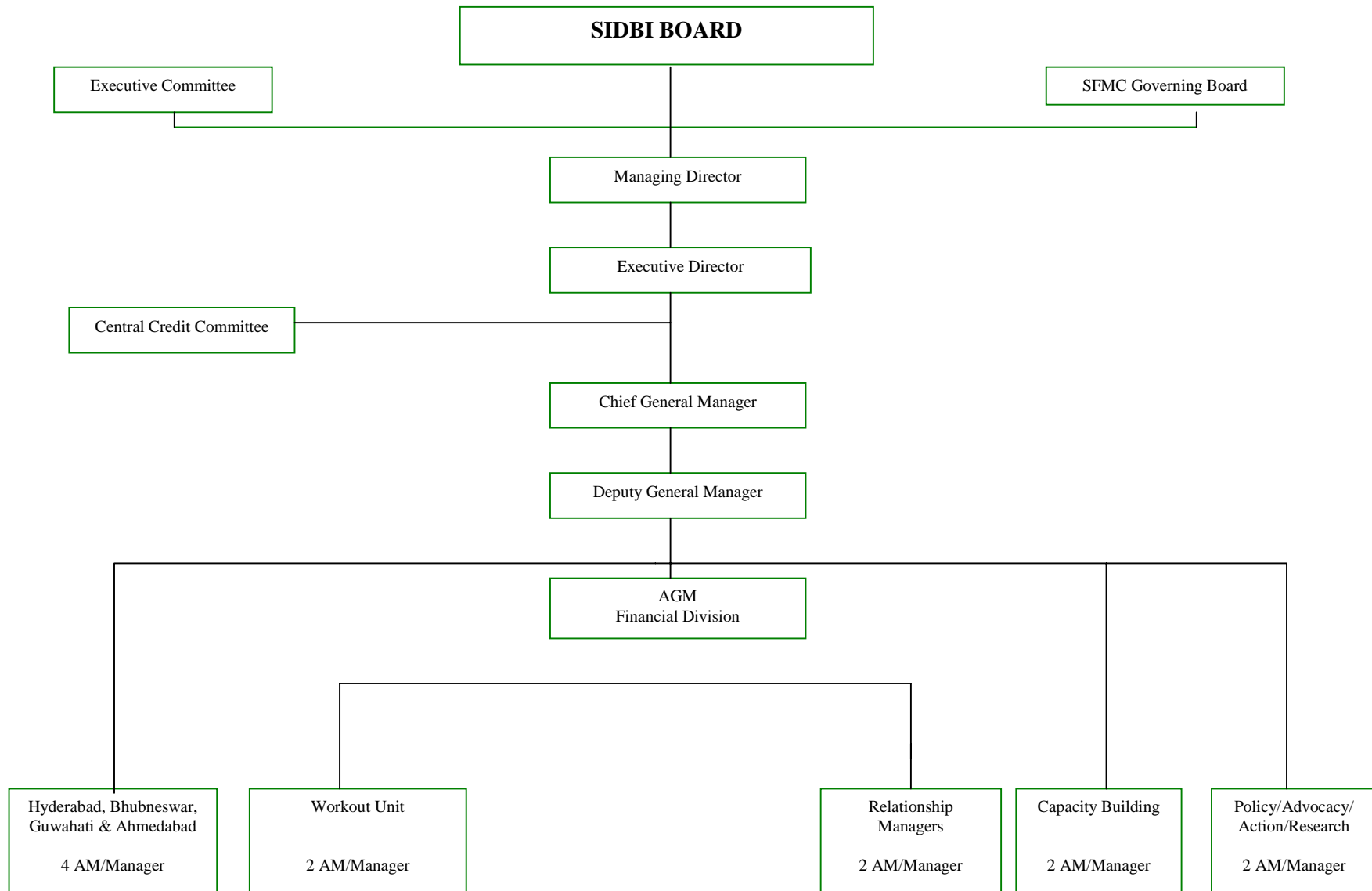
3. The SFMC has an exclusive advisory board that consists of experts, MFI practitioners and senior management officials of the SIDBI and a separate credit committee with authority to sanction credit applications up to INR 100 million (USD 2.4 million). The main task of the advisory board is to advise on policy issues for the foundation. The programme will bring together a wide array of service providers for assisting the MFIs in developing their capabilities. The SFMC will select and shortlist the service providers. Mentors will be contracted to provide intensive support to medium MFIs.

B. Implementation Arrangements and Flow of Funds

4. The SFMC will support specialized microfinance institutions that have a good track record, sound management practices, organizational capabilities, pro-poor orientation and growth potential. Non-governmental organizations (NGOs) with similar attributes that are committed to developing professional, viable and sustainable microfinance programmes, and are willing to create a separate microfinance entity for the purpose will also be eligible for assistance. The loan will be approved by the SFMC's credit committee based on the rigorous appraisal of the loan proposal and the business plan and resources forecast by the relationship managers and rating by independent agencies. The authority to approve loans and also expenditure under capacity-building assistance will rest with the Central Credit Committee - II of the SFMC. Until the SFMC is established as a separate legal entity, SIDBI will continue to delegate this committee with the authority to approve credit applications up to INR 100000 million.

5. The loan agreement will be signed between IFAD and the SIDBI with the latter responsible for the foreign exchange risk. The Government of India will guarantee the loan. The SIDBI will open a special account in a bank of its choice. While the authorized allocation in the Special Account will be up to USD 2.0 million, it will be limited to USD 1.0 million until the aggregate amount of withdrawals from the loan account *plus* the aggregate amount of all outstanding special commitments entered into by IFAD equals or exceeds USD 2.5 million. On receipt of the claims in INR from the SFMC, the SIDBI will settle eligible claims in INR by withdrawing on equivalent amount in USD from this account. IFAD will replenish the special account from time to time as per the request of the SIDBI.

SIDBI FOUNDATION ORGANIZATION CHART (YEAR 1)



ECONOMIC AND FINANCIAL BENEFITS

1. The programme will benefit an estimated 1.26 million women and men. Of these, 70% are women and 80% poor; over 540,000 households are expected to borrow under the programme. In addition, the SHGs will recycle the savings among themselves as loans. All these beneficiaries will benefit indirectly from the capacity-building inputs provided by the programme to the MFIs/FFIs. Loan size per borrower will vary between INR 500 and INR 25 000, with a median size of about INR 14 500. This will contribute to ensure that the majority move out of poverty.
2. The financial returns to programme beneficiaries are expected to be substantial. Based on the impact evaluation studies of SIDBI's previous microcredit scheme, microcredit helped to increase the turnover and enhance incomes for a majority of the women borrowers. The high repayment rates at high rates of interest are also an indication of the great profitability of the activities financed. With access to successive and larger loans, the income will grow progressively over time. Virtually all these clients will be able to increase their savings. Increased turnover, income and savings lead to further benefits, including: retrieval of pawned goods, repaying other (higher interest) loans; reducing vulnerability to natural disasters and family emergencies; higher spending on children's education; improving nutrition; and improvement in the overall standard of living.
3. The programme will benefit women by significantly increasing their economic and social empowerment. The qualitative benefits accruing to women from access to financial services will include: (i) access to alternative livelihood opportunities; (ii) increased autonomy and control over household income; (iii) improved status in the society and the household; and (iv) the ability to take collective action to address social and gender oppressions. In addition, improved financial standing of women will directly result in improved nutrition and schooling of children.

A. MFIs

4. The programme will have an active clientele of 50 large MFIs, 40 medium MFIs and 10 FFIs by the end of the programme. Total disbursement to the beneficiaries from these 90 MFIs and microfinance programme of 10 FFIs is expected to be in the range of INR 6 160 million (USD 141 million), of which the SFMC and IFAD will fund about USD 99.0 million.
5. The programme is expected to support the MFIs in reaching operational sustainability by addressing the main constraints for expansion and sustainability of microfinance services. The programme support directed towards capacity-building, and the provision of on-lending funds to expand the loan portfolio will enhance outreach as well as viability and sustainability of the MFIs. Changes in the legal and regulatory framework contemplated will enhance the ability of MFIs to mobilize resources from the market and also mobilize savings. The liberalization of lending rates is likely to have a positive impact on the viability of the MFIs.
6. The financial performance of client MFIs will improve substantially during the programme period, chiefly because of the rapid expansion of the lending portfolio reducing the lending cost and the availability of the capacity-building grant to offset the deficit in operation during the initial years. The MFIs will start earning a return on equity from PY 4-5. By PY 10, the rate-of-return on equity is expected to reach a level of 23%. The operating expense as a percentage of average outstanding will decline from 37% in the first year for the SHG model to 5.1% in the tenth year. In respect of the solidarity group model, the operating expense as a percentage of average outstanding will decline from 60% in the first year to 8% in the tenth year.

B. Viability and Sustainability of the SFMC

7. SFMC projections indicate a comfortable debt-equity and capital-adequacy ratio during programme life. The debt-equity ratio will increase from a very low level of 0.09 in the first year to 2.45 in the seventh year. The capital-adequacy ratio, at the end of seventh year, will be a high 33%. The effective spread will be about 1% in the second year and 2.3% in the seventh year. The loan outstanding of SFMC is projected to grow at a rapid pace during the initial years due to the existence of high unsatisfied demand for loan funds in the sector. The rate of growth will be 119% in the second year, which will taper-off to 41% in the seventh year. The assets of SFMC are expected to grow at the healthy rate of 35-40% in each year.

8. The SFMC is expected earn operating profit from the very first year of the programme. This will be related in good measure to the ability of the SFMC to draw funds from its parent (SIDBI) at 10%, and ability to invest the corpus at 11%. The return-on-average assets is projected to grow from 4% in the second year to about 10% in the seventh year. The return-on-equity is projected at 2.6% in the second year; with the expansion of the portfolio in the seventh year, the return-on-equity will be 18%, which is considered adequate.

9. The SFMC will be able to achieve operational, financial and economic viability from the programmes second year. The operational viability ratio⁶ will increase from 92% in the first year to 1715% in the seventh year. The financial viability ratio⁷ is projected to be about 43% in the first year. The economic viability ratio⁸ is projected at 42% in the first year, increasing to 100% from the second year onwards. As per the proposed business plan, the SFMC will be able to achieve viability from the second year onwards, even if all the funds required for its lending operations are borrowed at the current market rate of 11%.

10. The sensitivity analysis of SFMC's performance to changes in lending rates, decline of loan disbursement, increase in loan loss provision and increase in administrative expenses on the overall viability of SFMC indicate the deterioration of the performance (Scenario 1 and Scenario 2). This can be reversed by increasing the on-lending rates to MFIs (Scenario 3).

- (i) **Scenario 1 - Outstanding Loan Portfolio of SFMC declines by 15% and loan loss provision increases to 4%:** Under this scenario, the SFMC will be able to achieve financial viability from the third year and the economic viability remains a possibility only in the fifth year.
- (ii) **Scenario 2 - Outstanding Loan Portfolio of SFMC declines by 15%, loan loss provision increases to 4%, and administrative expenses increase by 10%:** The performance of SFMC will further deteriorate under this scenario. The achievement of financial viability will be postponed to the fourth year and the SFMC will be able to reach economic viability marginally from the fifth year.
- (iii) **Scenario 3 - Outstanding Loan Portfolio of SFMC declines by 15%, loan loss provision increases to 4%, administrative expenses increase by 10%, and the lending rates increase to 12% for first four years and 12.5% thereafter (assuming that the SIDBI fund cost has declined to 10%):** The deterioration in Scenario 2 above can be reversed with the increase in the on-lending rate from the present 11% during the first four years to 12% and 12.5% thereafter. Under such circumstances, the SFMC will reach financial viability and economic viability from the third year.

⁶ Interest income as % of non-financial operating costs.

⁷ Interest income as % of operating cost, including financial expenses.

⁸ Interest income as % of operating cost, including financial expenses plus imputed economic cost (11%) of the entire funding base.

